



Rapport annuel 2019
2019 Annual report

Bienvenue au Burundi, Bienvenue à la BCB !



La Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB) est la première banque qui s'est installée au Burundi (1922).

Avec un capital à participation locale (45%) et internationale (55%), elle est membre du réseau Bank Of Africa (depuis 2008) opérant dans 17 pays africains ainsi qu'en France et dont la majorité du capital est détenue par BMCE Bank Of Africa.

Son réseau de distribution est actuellement constitué de 23 agences, 8 guichets et 35 guichets automatiques de banques (GAB). Parmi ces points de vente, figure un Centre d'Affaires dédié à la clientèle « Entreprises ».

*En plus des produits bancaires classiques, à savoir l'épargne et le crédit avec les activités connexes y relatives, la BCB met à la disposition de sa clientèle des produits tels que : **Western Union, Internet Banking (BOAweb), BOA relevés et cartes bancaires (VISA et SESAME).***

La préoccupation de la BCB est l'entière satisfaction de sa clientèle.

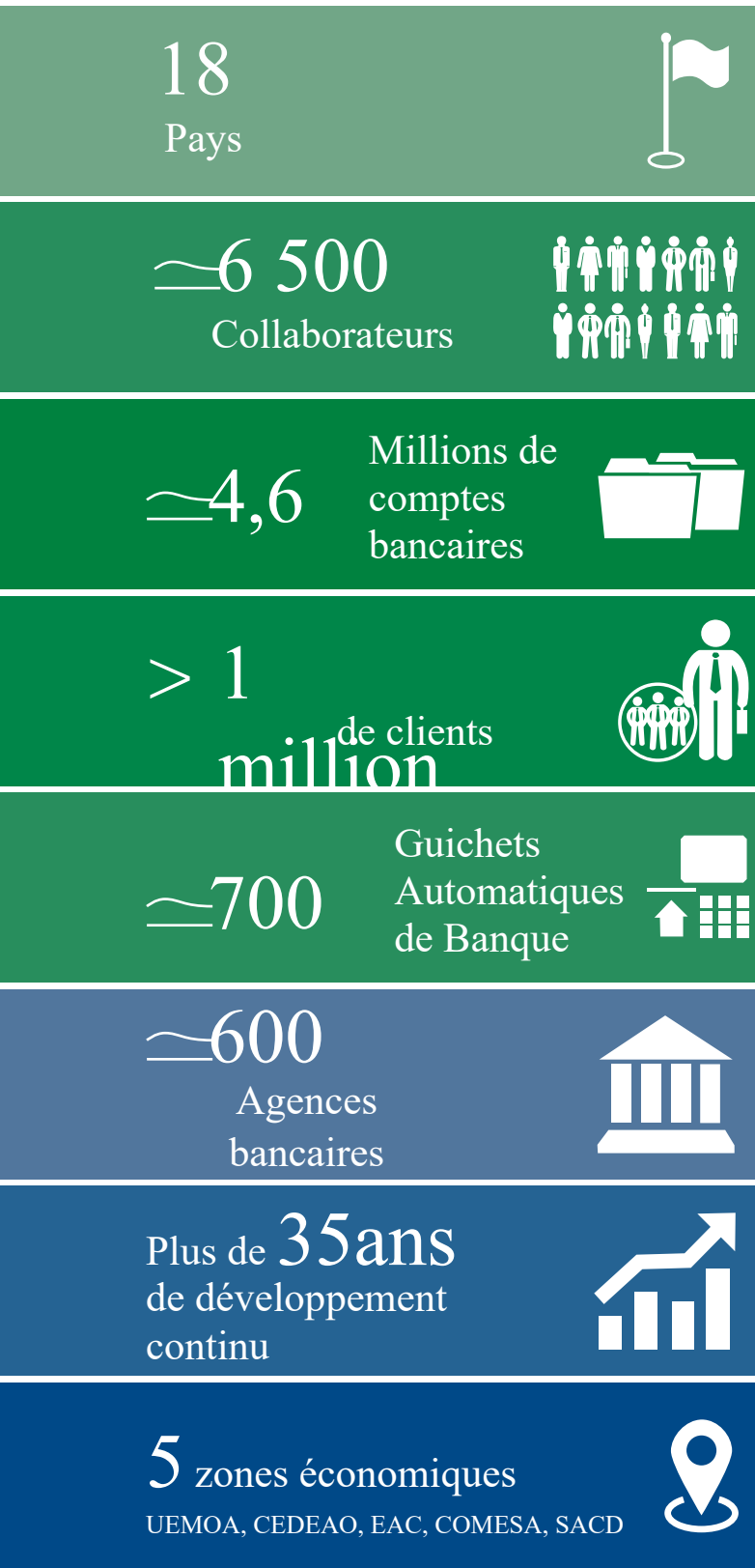
Sommaire

Table of contents

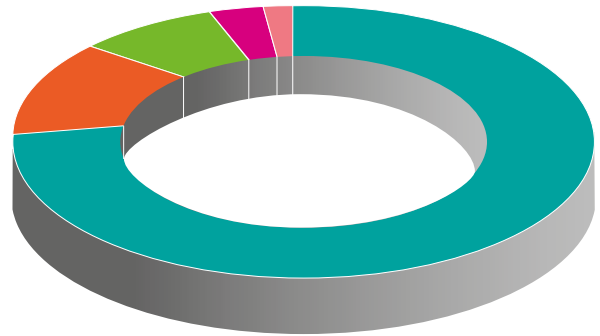
Le Groupe BANK OF AFRICA	4-9
Rapport d'activité de la Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB)	
<i>Activity Report of the Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB)</i>	
Le mot de la Direction Générale	13
<i>Comments from the General Management</i>	15
Produits disponibles à la BCB*	16
Faits marquants 2019	18
<i>Highlights 2019</i>	18
Chiffres-clés au 31/12/2019	19
<i>Key figures on 31/12/2019</i>	19
Engagements citoyens de la Banque*	20-21
Conseil d'Administration & Capital	22
<i>Board of Directors & Capital</i>	22
Le Mot du Président du Conseil d'Administration	24
<i>Comments from the Chairperson of the Board of Directors</i>	24
Rapport du Conseil d'Administration	26-30
<i>Report by the Board of Directors</i>	31-35
Rapport du Commissaire aux Comptes*	36-37
Bilan comparé des deux derniers exercices	40
<i>Balance sheet for the last two fiscal years</i>	40
Résultat comparé des deux derniers exercices	41
<i>Income statement for the last two fiscal years</i>	41
Résolutions	42-43
<i>Resolutions</i>	44-45
Annexes*	47-65

* French only

Un réseau puissant



Actionnariat de BOA GROUP au 31/12/2019



BMCE Bank of Africa	72,41 %
AUTRES 1	12,42 %
FMO	9,41 %
PROPARCO	3,73 %
BIO	2,03 %

Un partenaire bancaire de référence, BANK OF AFRICA

BMCE Bank of Africa, actionnaire majoritaire de BOA GROUP, est le 3^e groupe bancaire au Maroc, détenu à hauteur de 35,23 % par le groupe industriel et financier marocain FinanceCom.

BANK OF AFRICA est un groupe bancaire multi métiers et multi enseignes - banque commerciale, services financiers spécialisés, banque d'affaire, etc -, présent dans 31 pays et 4 continents.

Le Groupe BANK OF AFRICA a contribué en 2019 pour 47 % au résultat net consolidé de BMCE Bank of Africa et pour 31 % à son Résultat Net Part du Groupe

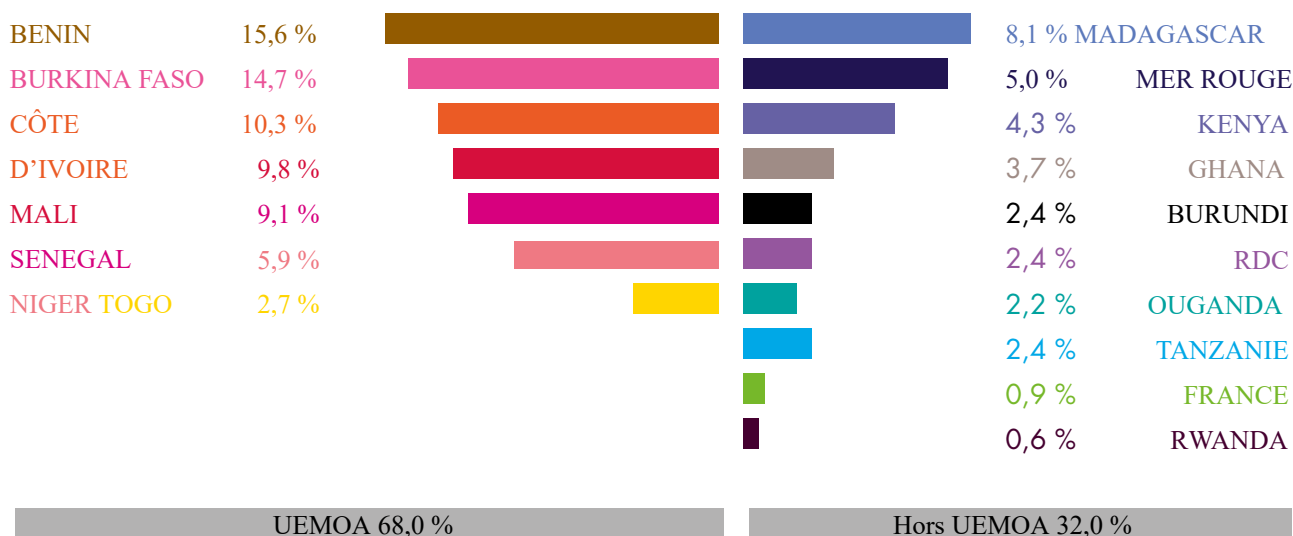
Chiffres clés de BANK OF AFRICA sur base consolidée

En millions d'euros	2018	2019	Variation
Total bilan	7 667	8 547	11,5 %
Créances sur clientèle	4 122	4 336	5,2 %
Dépôts de clientèle	5 382	5 885	9,3 %
Produit Net Bancaire	498,3	542,6	8,9 %
Résultat net part du groupe (RNPG)	82,6	68,9	-16,5 %
Coefficient d'exploitation (Frais Généraux y compris les dotations aux amortissements / PNB)	63,4 %	61,5 %	
Coût du risque	0,6 %	1,5 %	
ROE (RNPG / Fonds propres part du groupe moyens)	15,1%	11,9 %	
ROA (RNPG / Actif moyen)	1,1 %	0,9 %	
Solvabilité (estimations)			
Risk Weighted Asset (*)	5 151	5 352	
Tier 1 + Tier 2 (**)	567	578	
Ratio de solvabilité	11,0 %	10,8 %	

(*) Risk Weighted Asset ou Actifs risqués pondérés consolidés estimés : somme des RWA des banques pondérés par leur contribution à l'actif consolidé

(**) Tier 1 estimé : Capital + primes liées au capital + Réserves part du groupe + Report à nouveau + RNPG Tier 2 estimé : Emprunts subordonnés + Provisions

Répartition de l'actif par pays



Plus de 35 ans de croissance et d'expansion

Réseau Bancaire*

1983

- **MALI**

17 Agences et 2 Centres d'Affaires à Bamako. 16 Agences régionales et 22 Bureaux de proximité.

1990

- **BÉNIN**

26 Agences, 1 Centre d'Affaires et 2 Guichets portuaires à Cotonou. 23 Agences régionales.

1994

- **NIGER**

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

1996

18 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 bureau à Niamey, 11 Agences régionales.

- **CÔTE D'IVOIRE**

Créée en 1980 : BANAFRIQUE. Intégrée au Réseau BOA en 1996. 26 Agences et 1 Centre d'Affaires à Abidjan. 8 Agences régionales et 2 Bureaux de proximité.

1998

- **BURKINA FASO**

23 Agences et 1 Centre d'Affaires, à Ouagadougou, 22 Agences régionales et 1 Centre d'Affaires à Bobo Dioulasso

1999

- **MADAGASCAR**

Créée en 1976 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour le développement rural.

Intégrée au Réseau BOA en 1999. 24 Agences et 2 Centre d'Affaires à Antananarivo. 65 Agences régionales et 1 Centre d'Affaires à Toamasina.

2001

- **SÉNÉGAL**

34 Agences, 2 Centres d'Affaires. 26 Agences régionales.

2004

- **KENYA**

Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ > CALYON. Intégrée au Réseau BOA en 2004. 16 Agences et 1 Centre d'Affaires à Nairobi. 15 Agences régionales et 1 Centre d'Affaires à Mombasa.

2006

- **UGANDA**

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd > ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006. > 17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Kampala. 17 Agences régionales.

2007

- **TANZANIE**

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007. 14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Dar es Salaam. 12 Agences régionales.

2008

- **BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA**

Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi. 25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA, S.M. (BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008. 10 Agences, 1 Centre d'Affaires et 7 Guichets à Bujumbura. 12 Agences et 1 Guichet en province.

2010

- **RDC**

9 Agences à Kinshasa. 7 Agences régionales et 1 guichet en province.

2010

- **DJIBOUTI**

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE (BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.

2010

9 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 Guichet à Djibouti.

- **FRANCE**

4 Agences à Paris et 1 Agence à Marseille.

2011

• **GHANA**

Créée en 1999 : AMALBANK. Intégrée au Réseau BOA en 2011. 18 Agences et 1 Centre d’Affaires à Accra. 8 Agences régionales.

2013

• **TOGO**

9 Agences et 1 Centre d’Affaires à Lomé. 2 Agences en province.

2014

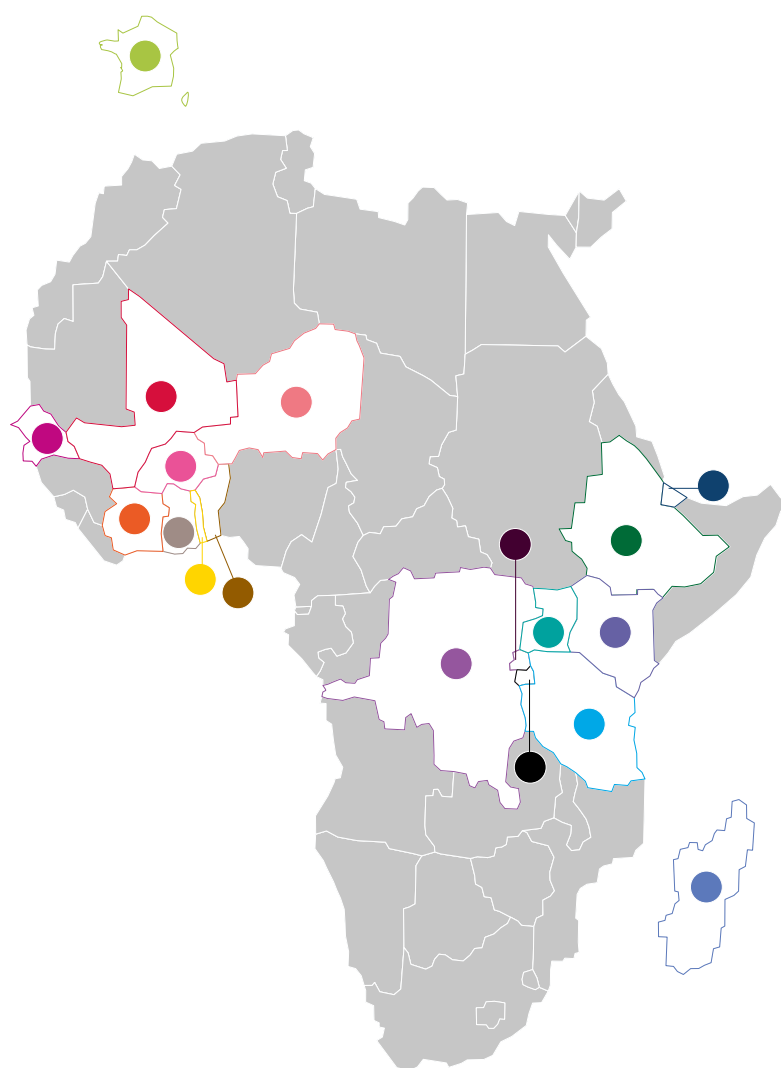
• **ÉTHIOPIE**

1 Bureau de représentation à Addis Abeba, rattaché à BOA-MER ROUGE.

2015

• **RWANDA**

Créée en 2003 : AGASEKE BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2015. 8 Agences et 1 Guichet à Kigali. 6 Agences régionales.



Filiales non bancaires

2002 AÏSSA

(Société de services informatiques)
Siège social à Cotonou.

2002 AGORA

(Société de participations)
Siège social à Abidjan.

2004 ATTICA

(Société de participations)
Siège social à Abidjan.

BOA SERVICES

(Société de services bancaires)
Siège social à Dakar.

Autres structures

1999 FONDATION BANK OF AFRICA

Présente dans de nombreux pays où le Groupe est implanté.

2017 BOA SERVICES INTERNATIONAL

Siège social à Casablanca

*Réseau BANK OF AFRICA au 31/12/2019

Produits & services disponibles dans le réseau francophone

Assurances

Assurance Auto « Zen Assurance »
Assurance décès et invalidité
Assurance moyens de paiements
Assurance Perte Emploi Assurance
Prévoyance Assurance Prévoyance
« Miahya » Assurance RC Scolarité
Assurance Retraite
Assurance Voyage « Zen Voyage »
Épargne à tirage « CmaChance »
Avenir Etude
BOA Protection
Zen Educ
Zen Emprunt
Zen Découvert
Zen Retraite
Zen Habitation

Comptes

Compte Chèque
Compte Courant
Compte Devises
Compte Eco Salaria
Compte Élite
Compte Epargne
Dépôt à Terme

Épargne

Bons de Caisse
Bons du Trésor par Adjudication
Compte Épargne
Compte Épargne+
Compte Épargne Élite
Compte Épargne Enfant
Compte Épargne Etudiant
Compte Épargne à Régime Spécial
Compte Épargne « Tahiry »
Compte Jeune
Dépôt à Terme
FUTURIS pour les jeunes
Livret Jeune
Plan Épargne Ambition
Plan Épargne Éducation
Plan Épargne Logement
Plan Épargne Pèlerinage

Banque par Internet

BOAweb
MyBOA
E-Swift
MyBOA-Mali

Services Financiers

Par Mobile
B-Phone
B-SMS
Airtel Money
MyBOA
E-swift
M-Bank
MyBOA-Mali
BOA SMS
Orange Money « Bank 2 Wallet »
MTN Mobile Money
Telma Money « M'Vola »
Zamani

Monétique

Carte SESAME
Carte VISA Prépayée TOUCAN
Carte BOA Mauve
Carte BOA Turquoise
Carte BOA Visa Elite
Carte BOA Visa Bleue
Carte BOA Visa Verte Prépayée
Carte Lion
Carte Visa Gold
Carte Visa Platinum
Carte Visa Essentiel
Carte Visa Univers
Carte Visa Select
Carte prépayée Libcard

Packages

Pack FIVELOMAKO
Pack FONXIONARIA
Pack MON BUSINESS
Pack MON BUSINESS « Pack
Haraka »
Pack SALARIA
Pack SALARIA+
Pack TAWFEKH

Prêts

Avance
Avance Aïd Al Adha
Avance Ramadan
Avance sur DAT
Avance sur Salaire
Avance Tabaski
Crédit-Bail
Crédit Express
Crédit à la consommation
Découvert Autorisé (Automatique)
Mésosofinance
Microfinance
Prêt Collectif
Prêt Consommation
Prêt consommation « Vaha Olana »
Prêt Équipement
Prêt Electroménager
Prêt Événements
Prêt Événements Familiaux
Prêt de fin d'année « ToudenFête »
Prêt Habitation
Prêt Haraka
Prêt Immobilier « Prêt Ma Maison »
Prêt Immobilier « Akany »
Prêt Moto « Prêt Ma Moto »
Prêt Fonxionaria
Prêt Ramadan
Prêt Personnel
Prêt Prescripteur
Prêt Rechargeable
Prêt Scolarité « Tous à l'École »
Prêt Tabaski
Prêt Véhicule (Leasing) « Ikamobili »
Prêt Véhicule « Prêt Ma Voiture »
Prêt Vitamine
Rachat de crédit confrère
Prêt Voyage
Réserve d'Argent
Oxygène

Transferts & Change

BOA Express
Change Manuel
Chèques de Voyage Certification
de chèque
Free Money
RIA
Small World
Mobicash
MoneyGra
MTN Mobile Money
Orange Money
Wari
Western Union
Achat & vente de devises

Entreprises

Large choix de produits
et services à destination des
grandes entreprises, des PME/PMI,
des institutions, des associations, et
des professions libérales
notamment :

Assurances

Assurance décès et invalidité
Assurance retraite complémentaire
Assurance indemnité fin de carrière
Assurance « Homme clé »
Assurance « Stock »
Assurance moyens de paiements

Banque en ligne

BOAweb
E-swift

Financement

Avance
Prêt et découvert (ligne de
découvert, aval de traite, escompte
de traite, ligne de caution, prêt
court, moyen et long terme, prêt
collectif, titrisation de créances,
certification de chèques)
Avance sur DAT
Avances sur décompte certifiés
Avance sur factures
Avances sur droits constatés
Avances sur marchandises
Avances sur titres
Crédit de Campagne
Crédit Collectifs
Crédit de Fonctionnement
Crédit d'investissement
Crédit-Bail
Crédits relais
Crédit Spot
Escompte de papier commercial
Facilités de Caisse et découvert
Découvert simple
Découvert « Express »
Financement des investissements
Trésorerie
Caution
Prêt Financier

Prêt Equipement
Collecte de fonds
Collecte de valeur
Prélèvement de masse
Virement de masse
Financement des officines
(uniquement pour les pharmacies)

Opération à l'international

Avals d'effets en devises
Chèques ou effets en devises
Crédit documentaire
Effets en Devises
Escomptes documentaires
Lettre de crédit
Lettres de garantie
Virement & Transfert en devises
Transfert à l'international
Refinancement en devises
Remise documentaire
Achats et vente de devises

Placements

Dépôt à terme
Bon de caisse
Bons et obligations du trésor par
Adjudication
Placement interbancaires
Courtage (Brokerage) auprès des confrères
Compte Courant

Compte Devises

FCP Emergence
Avance sur DAT

Monétique

Carte Visa Corporate Univers
Carte Visa Corporate Select
Carte BOA Visa Bleue
Carte BOA Visa Verte Prépayée
Carte BOA Visa Elite
Carte Visa Gold
Carte Visa Platinum
Carte prépayée Libcard

Cautions & Avals

- Diverses cautions sur marché :
cautions provisoires, cautions
définitives, cautions d'avance de
démarrage, cautions de bonne fin,
caution de retenue de garantie,
etc. ;
- Cautions fiscales
- Avals sur effets
- Caution douanière : Obligations
cautionnées, crédit d'enlèvement,
admission temporaire

Investissement

Crédit à moyen terme
Crédit à long terme
Crédit bail

Produits & services disponibles dans le réseau anglophone

Accounts

Business/Corporate Current Account
 Current and Transactional Accounts
 Collection Current Account
 Elite Current Account
 Embassy NGO Current Account
 Embassy Staff Current Account
 Executive Current Account
 Goodwill Account
 Isanzure Current Account Personal Current Account
 Kids and Teen Account
 Mwanariadha Account Negotiated Call Account
 Pay as you Go – Business
 Pay as you Go – Individual Payroll Account
 Remunerated Current Account
 Single Fee Business Current Account
 Single Fee Salary Account SME Current Account
 Student Account
 Standart Personal current account
 UMUHIGO Saving Account
 UMURAGE Saving Account
 TUNGA Saving Account Wakili Current Account

Savings and Investment Products

Ambition/Ambitious Savings Plan
 Ambition/Ambitious Savings Plan (Umuhigo)
 Association Account ‘VLSA’
 Business Savings Account Bunge Account
 Call Deposits Account
 Chama Account
 Chama Saving Account Children Savings Account ‘123 Cool Kids’
 Children Savings Account ‘Smart Junior’
 Corporate Savings Accounts
 Classic Savings Account Classic Savings Account (Tunga) Personal Savings Account
 Ero Savings Account
 Faidika Savings Account
 Executive Savings Account Fixed Deposit Account
 Fixed Terms Deposit Account
 Forexave Account
 Gold Plus Account
 Group Savings Account ‘VLSA’
 Investment Club Account
 Premium Plus Account

Reward Savings Account School Fees Collection Account Student account ‘Young Mullah’
 Student Savings Account
 Term Deposit
 Treasury Bills
 Umurage Savings Account Vuna Plus Account
 Personal Saving account

Packs

Employee Pack
 My Business Pack
 Public Service Pack
 Elite Pack

Cards & Electronic Banking

BOA Purple Card (Savings card)
 BOA Turquoise Card
 BOA Visa Blue Card
 BOA Visa Elite Card
 BOA Visa Green Prepaid Card
 SESAME Card
 E-Statement
 E-tax Payments
 Electronic Electricity Bill Payments
 Electronic Utility Bill Payments
 E-social security payments Salary Payment Processing System School Pay
 UnionPay (acceptance of UPI cards on BOA Tanzania ATMs)

Mobile Financial Services

B-Mobile, BANK OF AFRICA
 Mobile Wallet
 BOAweb
 BOA Pay
 BCollect Fee Payment
 E-Chama
 Internet Banking
 Mobile Banking
 Mobile Cash Collection
 Mail Alert
 Mobile Savings and Mobile Loans
 SMS Alert
 Swahiba Mobile App
 USSD Mobile Banking

Money Transfer

Airtel Money
 Ezy Pesa
 Halo Pesa
 M-Pesa
 MoneyGram
 MTN Mobile Money
 Tigo Pesa

WARI
 Western Union
 World Remit
 ZeePay Money

Consumer Loans

Discounting Facility
 Home/Mortgage Finance Instant Cash
 Insurance Premium Finance
 Car Loan
 IGA Loan
 LPO Financing
 Motor Vehicle Loan
 Personal Loans
 Personal Motor (Vehicle) Loan
 Project financing
 Salary Advance
 Scheme Loan
 School Fees Loan
 School Fees Loan ‘Soma Loan’
 SME Support Facility
 Temporal overdrafts
 Commercial Mortgage Loan
 Residential Mortgage Loan
 Asset Based Finance

Company Services

The network also offers a wide range of products and services to: Corporates, SMEs, Organizations, Institutions and Professionals; some of which include:

Business Loans and Overdrafts

Agribusiness Loan
 Asset Finance
 Biashara Loan
 Bills for Collection
 Bridging Overdraft
 Business Loan
 Bank Syndication Facility
 Commodity/Stock Finance
 Commercial & Term Loans
 Contract Financing
 Credit Line
 Guarantees (Bid Tender, Performance, Advance-Payment, Payment and retention)
 Insurance Premium Finance Interim
 Certificate Discounting Invoice Discounting
 Land Title Loan ‘Funa Ekyapa’
 Lease Financing
 Letters of credit
 LPO Financing
 Overdrafts
 Project Financing
 Contract Financing

SME Financing & Support Facilities
 SME Proposition (School Bridge Finance, Unsecured Invoice Discounting, unsecured Bids Bonds, Guarantees)
 SME Support facility
 Tax Loan
 Term Loans
 Working Capital Loan
 Trade Import Loan
 Trade Export Loan
 Trade Export Line

Trade Finance

Bonds & Guarantees
 Discounting Facilities (Invoice, Certificate
 FX/Trade Import & Export Financing
 Bank Syndication Facility Import & Export Documentary Collections
 Import & Export Letters of Credit
 IPC Discounting
 Straight through processing

Custodial, Forex & Treasury Services

Cash and Spot Transactions
 Custodial Services
 Currency swaps
 Currency Forwards
 Flexible Forwards
 Foreign Exchange
 Forex Swaps
 Forwards
 FX Options
 Spots
 Safe custody

Other Products & Services

Bancassurance
 Banker’s Cheques
 Cash management (payment solution, collection solution services, salary processing solution, tax and other statutory payments)
 Payment Orders
 Travellers Cheques
 Transactional Banking Services
 Utility Bill Payments












Rapport d'activité 2019

2019 Activity Report

Les taux d'accroissement de certains indicateurs de performance

Growth rates of some performances indicators

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE <i>CUSTOMER DEPOSITS</i>		+ 3,4%
+ 13,1%		PRÊTS À LA CLIENTÈLE <i>CUSTOMER LOANS</i>
NOMBRE DE COMPTES <i>NUMBER OF ACCOUNTS</i>		+ 3%
+ 4,5%		NOMBRE D'AGENCES <i>NUMBER OF BRANCHES</i>
NOMBRE DE GAB <i>NUMBER OF ATMS</i>		+ 6,3%
+ 10,3%		TOTAL DU BILAN <i>TOTAL BALANCE SHEET</i>
FONDS PROPRES <i>EQUITY</i>		+ 21,5%
+ 21,0%		PRODUIT NET BANCAIRE: <i>NET OPERATING INCOME:</i>
RÉSULTAT NET <i>NET INCOME</i>		+ 39,7%



Tharcisse RUTUMO

Administrateur Directeur Général
et Président du Comité de Direction

*Managing Director
and Chairperson
of Executive Committee*

Le mot de la Direction Générale

Au cours de l'exercice 2019, la Banque a entamé un nouveau Plan Triennal de Développement pour la période 2019-2021 (PTD 2019-2021). Ce PTD vise le renforcement de la rentabilité de la Banque, avec pour objectif d'atteindre un niveau de ROE supérieur à 20%. En 2019, un ROE de 26,2% a été atteint.

Au niveau des indicateurs de performance, la Banque affiche les taux d'accroissement ci-après :

- dépôts de la clientèle : 3,4% ;
- prêts à la clientèle : 13,1% ;
- nombre de comptes : 3%.
- nombre d'agences : 4,5%
- nombre de Guichets Automatiques de Banque (GAB) : 6,3%
- total du bilan : 10,3%
- fonds propres : 21,5%
- produit net bancaire : 21,0%
- résultat net : 39,7%

En matière d'investissement, la Banque a poursuivi sa politique de proximité et d'amélioration des conditions d'accueil de la clientèle. Ainsi, un nouvel immeuble, plus spacieux, pour l'agence de Muyinga, a été construit.

Il a été également procédé à l'inauguration officielle, par S.E. le Président de la République du Burundi, de l'immeuble « Alternative Center » abritant l'Agence BCB de Kamenge et le Centre de Formation mis en place par la BCB.

Par ailleurs, la Banque a procédé à l'engagement définitif de 40 nouveaux employés après une année de formation intensive. En les déployant dans différentes agences, la Banque a pu booster la qualité de service au niveau de l'accueil et du service client.

Au cours de l'exercice 2020, la Banque poursuivra la mise en œuvre du PTD 2019-2021 dont l'objectif reste le renforcement de la rentabilité. Elle gardera au cœur de son activité l'amélioration de la qualité de service, le renforcement de la rentabilité et la diversification de la gamme des produits offerts à la clientèle.

Elle poursuivra également les rénovations d'agences notamment celles de Rumonge, Rugombo, Makamba, Rutana et Gihofi.

Enfin, la Direction Générale adresse de vifs remerciements à sa clientèle pour sa fidélité, à l'ensemble du personnel pour son professionnalisme et son dévouement de même qu'à nos actionnaires pour leur soutien permanent.

Camille OGOUEDJI

Directeur Général Adjoint
et Vice-Président du Comité de Direction

Tharcisse RUTUMO

Administrateur Directeur Général
et Président du Comité de Direction



Camille OGOUEDJI

Directeur Général Adjoint
et Vice-Président
du Comité de Direction

*Deputy General Manager
and Vice Chairperson
of Executive Committee*

Comments from the General Management

During the 2019 fiscal year, the Bank began a new Three-Year Development Plan for the period 2019-2021 (PTD 2019-2021). This PTD aims to strengthen the Bank's profitability, with the objective of achieving a ROE level of more than 20%.

In 2019, a ROE of 26.2% was reached.

In terms of performance indicators, the Bank displays the following growth rates:

- *customer deposits: 3.4%;*
- *customer loans: 13.1%;*
- *number of accounts: 3%.*
- *number of branches: 4.5%*
- *number of ATMs: 6.3%*
- *total balance sheet: 10.3%*
- *equity: 21.5%*
- *net operating income: 21.0%*
- *net income : 39.7%*

In terms of investment, the Bank continued its proximity policy and improved customer welcome conditions. Thus, a new, more spacious building for the Muyinga branch was built.

Moreover, the President of the Republic of Burundi officially inaugurated the "Alternative Center building", hosting the BCB Kamenge branch and the Training Center which has been set up by the BCB.

The Bank also hired 40 new employees after one year of intensive training. By deploying them in different branches, the Bank has been able to boost the quality of service in terms of welcome and customer service.

During the 2020 fiscal year, the Bank will continue to implement the 2019-2021 PTD, aiming at strengthening profitability. In the centre of its activity, it will keep improving profitability, quality of service, and diversifying the range of products offered to customers.

It will also continue renovations of branches such as those of Rumonge, Rugombo, Makamba, Rutana and Gihofi.

Finally, the General Management expresses warm thanks to its customers for their loyalty, to all the staff for their professionalism and dedication, as well as to our shareholders for their permanent support.

Camille OGOUEDJI

*Deputy General Manager
and Vice Chairperson of Executive Committee*

Tharcisse RUTUMO

*Managing Director
and Chairperson of Executive Committee*

Produits disponibles à la BCB

Comptes

Compte Chèque
Compte Monnaie étrangère
Compte Courant

Épargne

Bons de Caisse
Carnet de dépôt
Dépôt à Terme

Banque par Internet

BOAweb

Monétique

Carte SÉSAME
Carte VISA Prépayée TOUCAN

Prêts

Crédit aux particuliers et professionnels
Prêt Collectif
Prêt Équipement
Prêt Habitation
Prêt Personnel
Prêt « Tous à l'École »

Transferts & change

Transfert par SWIFT
Change Manuel
Western Union

Entreprises

Financement du Fonds de Roulement
Financement équipement
Cautionnement des marchés ...etc.

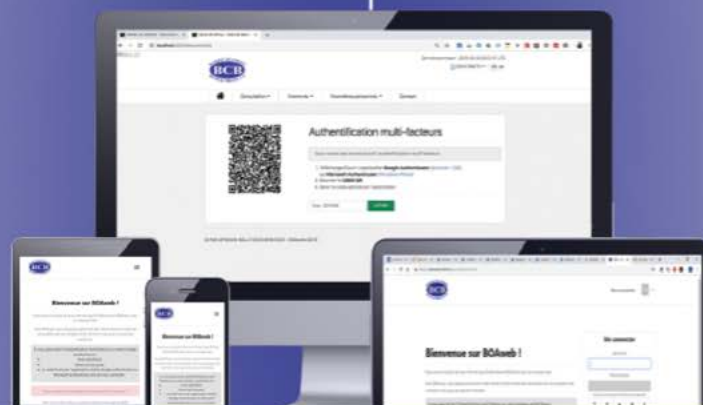


BOAweb

Internet banking

Interface améliorée

Sécurité renforcée



Accès aux comptes et virements sécurisés par Internet



**Epargne et Crédit BCB :
vos rêves deviennent
réalité**



WESTERN UNION WU

moving money for better

Besoin d'un
transfert d'argent
fiable ?

**Western Union dans
plus de 20 agences
de la Banque de
Crédit de Bujumbura**

Tranquilité
d'esprit !

**Vos transferts d'argent
en toute tranquillité**

Faits marquants 2019

Highlights 2019

Février

Lancement de Business Info

Mars

- Transformation de la plateforme B-web en BOAweb

Avril

- Engagement définitif de 39 nouveaux employés après un stage de 12 mois

Juin

- Lancement de la campagne Tous à l'Ecole, Edition 2019
- Ouverture de l'Agence du 1er Juillet
- Déploiement du programme « Convergence Conformité »

February

Launch of Business Info

March

- Migration of the B-web platform into BOAweb

April

- Final commitment of 39 new employees after a 12-month internship

June

- Launch of the All at School campaign, 2019 Edition;
- Opening of the «1^{er} Juillet» Branch ;
- Deployment of the « Compliance Convergence» program.



Membres du personnel de l'agence du 1er Juillet, en compagnie du Directeur Général Adjoint et du Directeur Commercial, lors de son ouverture

Séance de déploiement du programme «Convergence Conformité»

Septembre

- Lancement de la formation théorique et pratique pour la 2^e promotion de stagiaires lauréats d'universités, sans expérience professionnelle, souhaitant apprendre le métier de Banque.
- Lancement des travaux préparatoires de déploiement du programme « Convergence Risques »

Octobre

- Inauguration de l'immeuble dénommé « BCB Alternative Center », abritant l'Agence de Kamenge et le Centre de Formation de la BCB.

September

- *Launch of theoretical and practical training for the 2nd class of university award-winning trainees, with no professional experience, wishing to learn the banking profession.*
- *Launch of preparatory works to the deployment of the « Risks Convergence » program.*

October

- *Inauguration of the BCB Alternative Center, Hosting the Kamenge Branch and the BCB Training Center*



Inauguration
de l'immeuble
dénommé
«BCB
Alternative
Center»



Chiffres-clés au 31 décembre 2019 / Key figures on 31/12/2019

Montants en millions BIF / Amounts in million BIF	2018	2019	Variation
Activité / Activity			
Dépôts clientèle */ <i>Customer Deposits</i> *	333 294	344 757	3,4%
Créances clientèle / <i>Customer loans</i> *	154 733	174 939	13,1%
Nombre d'agences en fin d'exercice/ <i>Number of branches at the end of the fiscal year</i> *	22	23	4,5%
Structure			
Total bilan / <i>Total Assets</i> *	417 843	460 754	10,3%
Fonds propres (avant répartition) / <i>Shareholders' Equity (before distribution)</i> *	58 735	71 344	21,5%
Effectif en fin de période / <i>Average number of employees at the end of the fiscal year</i>	357	389	9,2%
Solvabilité / Solvency			
Tier 1 *	41 908	50 193	
Tier 2 *	3 570	3 678	
Risk Weighted Asset (RWA) *	249 235	278 373	
Tier 1 + Tier 2 / RWA (%)	18,2	19,4	
Compte de résultat / Income statement			
Produit Net Bancaire (PNB) / <i>Net Operating Income</i> *	35 815,3	43 348,0	21,0%
Frais généraux d'exploitation (y compris amortissement) <i>Operating overheads* (including depreciation)</i>	21 779,7	24 182,2	11,0%
Résultat Brut d'Exploitation * / <i>Gross Operating Profit</i> *	14 036	19 166	36,6%
Résultat Net */ <i>Net Income</i> *	12 178,0	17 017,6	39,7%
Coefficient d'exploitation (%) / <i>Operating ratio</i>	60,8	55,8	
Coût du risque (%) / <i>Risk cost</i>	1,1	0,8	
Rentabilité des actifs (ROA en %) / <i>Return on Assets</i>	3,0	3,9	
Rentabilité des fonds propres (ROE en %) <i>Return on Equity</i>	21,8	26,2	

Total bilan * / Total Assets *

460 753,9

(*) Montants en millions BIF /
Amounts in million BIF

Engagements citoyens 2019

Au cours de l'exercice 2019, la Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB) a poursuivi la mise en œuvre de sa responsabilité sociale dans les différents domaines (culturel, sportif, socio-éducatif et économique) dans le but de renforcer son image de banque citoyenne.

Social

La Banque a soutenu financièrement les événements, actions ou projets ci-dessous à hauteur de 45 millions BIF.

Dans le domaine culturel

Soutien aux activités de la 11^e édition du Festival International du Cinéma et de l'Audiovisuel du Burundi (FESTICAB).

Dans le domaine sportif

- Soutien accordé à la Fédération Burundaise de Football (FFB) pour appuyer l'Equipe Nationale de Football du Burundi qui a participé pour la première fois à la 32^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations.
- Soutien à l'équipe de football Rukinzo qui a représenté le Burundi dans des compétitions internationales.
- Soutien aux activités de la 10^e édition des jeux interparlementaires de l'East African Community qui ont eu lieu en décembre 2019.



Photo du Directeur Général Adjoint de la BCB remettant un chèque symbolique au Président de la Fédération Burundaise de Football (FFB) pour appuyer l'Equipe Nationale de Football du Burundi en vue de participer à la 32^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations.



Danseuses au cour d'une soirée de clôture de la 11e édition du Festival International du Cinéma et de l'Audiovisuel du Burundi (FESTICAB)

Dans le domaine socio-éducatif

- Soutien aux activités de célébration de la Fête Internationale de la Femme à la BCB.
- Soutien aux activités accordé au Lycée du Saint Esprit
- Appui aux activités relatives à l'organisation de la Caravane du Flambeau de la Paix, édition 2019.
- Contribution aux activités de l'université polytechnique de Gitega
- Soutien accordé aux activités du centre culturel islamique

Économique

Le rôle primordial de la BCB, en tant que banque commerciale, est le financement des activités aussi bien des particuliers que des entreprises pour leur développement mais également pour le développement de l'économie nationale.

Ainsi, en 2019, la BCB a soutenu financièrement les activités de certaines entreprises dont la finalité est la promotion du secteur économique, pour un montant de 16 millions BIF. Il s'agit notamment de :

- Burundi Business Incubator (BBIN) : soutien à l'organisation de l'encadrement des jeunes à l'entrepreneuriat ;
- Application Rapide : soutien aux travaux de réaménagement d'un tronçon abîmé du Bd. Patrice Lumumba se trouvant à proximité du Siège de la BCB .



Vue partielle des travailleurs de la société Application Rapide en train de réaménager un tronçon abîmé du Bd. Patrice Lumumba se trouvant à proximité du Siège de la BCB

Composition du Conseil d'Administration et du Capital

Board of Directors & Capital

Conseil d'Administration / *Board of Directors*

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'Administration était composé comme suit :

As of 31 December 2019, the Board of Directors comprised the following members:

Mme Rose KATARIHO, Président / *Chairperson*

M. Abderrazzak ZEBDANI, Vice-Président / *Deputy Chairperson*

M. Alain SIAENS

Mme Carole MAMAN

Mme Désiderate MISIGARO

M. Eddy-Michel NTIRENGANYA

M. Jean-Paul COUVREUR

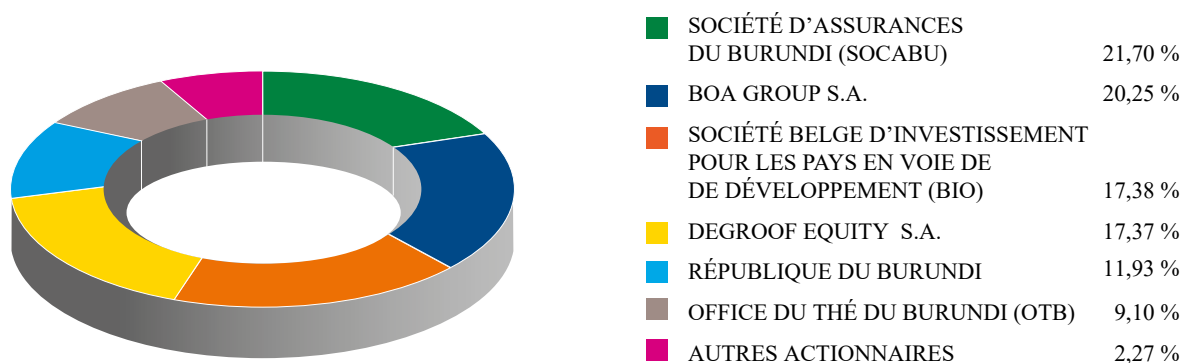
M. Tharcisse RUTUMO

M. Henri LALOUX

Capital

Au 31 décembre 2019, le capital social s'élève à 15.500.000.000 BIF

As of December 31, 2019, the share capital amounted to 15,500,000,000 BIF





**Rapport du Conseil
d'Administration**
*Report by the Board
of Directors*



Chiffres clés du Burundi en 2019

2019 Burundi key figures

Superficie (milliers de km ²) <i>Area (thousand km²)</i>	27.8
Nombre de provinces <i>Provinces</i>	18
Population (millions d'habitants) <i>Population (million inhabitants)</i>	11.7
PIB (USD milliards) <i>GDP (USD billions)</i>	3.6
PIB/HAB (USD) <i>GDP Per capita (USD)</i>	310
Monnaie <i>Currency</i>	BIF
Principaux produits d'exportation <i>Main export products</i>	Café & thé Coffee & Tea
Nombre de banques commerciales <i>Number of commercial banks</i>	10

MOT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comments from the chairperson of the board of directors

Au cours de l'exercice sous revue, la situation économique du pays s'est améliorée par rapport à l'exercice 2018. Il se remarque des signes d'une réelle reprise économique.

En effet, le PIB réel s'est accru de 3,4 % par rapport à l'exercice précédent, compte tenu, notamment, d'une légère augmentation des investissements publics et une bonne production agricole.

Toutefois, les activités de la banque ont subi un impact négatif de la détérioration continue des réserves de change. Néanmoins, la Banque Centrale a engagé des réformes réglementaires susceptibles de remédier à cette situation.

Tout en faisant face à une concurrence accrue des autres banques commerciales et microfinances, la Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB) a poursuivi ses efforts de positionnement, de conquête de parts de marché et de fidélisation de sa clientèle.

Dans les perspectives de l'année 2020, la Banque compte poursuivre la mise en œuvre de son plan Triennal de Développement pour la période 2019-2021.

La Banque continuera également d'investir dans des projets visant l'amélioration de ses performances commerciales et financières.

Nous voudrions à cette occasion témoigner notre sincère gratitude envers notre clientèle pour sa confiance sans cesse renouvelée, à nos collaborateurs pour leur dévouement exceptionnel et à nos actionnaires pour leur soutien permanent et remarquable.

During the fiscal year under review, the economic situation of the country improved compared to the 2018 fiscal year. There are signs of a real economic recovery.

Indeed, The GDP increased by 3.4% compared to the previous year, particularly due to a slight increase in public investment and a good agricultural production.

However, the bank's activities have been negatively impacted by the ongoing deterioration of foreign exchange reserves.

Nevertheless, the Central Bank has undertaken regulatory reforms that could remedy this situation.

While facing increasing competition from other commercial banks and microfinance, the Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB) continued its efforts to position, gain market share and retain its customers.

In the 2020 outlook, the Bank intends to continue implementing its Triennial Development Plan for the period 2019-2021.

The Bank will also continue to invest in projects aimed at to improving its business and financial performance.

On this occasion, we would like to express our sincere gratitude to our customers for their ever-renewed trust, to our employees for their exceptional dedication and to our shareholders for their permanent and outstanding support.

Rose KATARIHO

Président du Conseil d'Administration
Chairperson of the Board of Directors



Rose KATARIHO
Président du Conseil d'Administration
Chairperson of the Board of Directors

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire - exercice 2019

I. Le cadre politico-économique et financier de l'exercice 2019

Au cours de l'exercice 2019, la situation économique du Burundi s'est améliorée par rapport à l'exercice précédent, ce qui atteste qu'une reprise économique est réellement en cours.

En effet¹ :

1. la reprise économique s'est confortée en 2019 (3,4 % de croissance du PIB réel), tirée par une légère augmentation des investissements publics et une production agricole particulièrement bonne;
2. le taux de croissance devrait atteindre 3,7 % en 2020 et 4,3 % en 2021, avec une hausse des exportations de café, une légère augmentation des investissements publics, une croissance moyenne de 6 % de la production vivrière et le maintien d'une politique monétaire prudente ;
3. diverses initiatives sont en cours pour moderniser et diversifier la production agricole, construire les centrales électriques, désenclaver le pays et accroître son rôle dans le commerce régional à travers le renforcement du réseau de transport (réhabilitation du port de Bujumbura).

Concernant la moyenne annuelle du taux d'inflation, elle est passée de -2,6% à fin 2018 à -0,8 % à fin 2019 soit une variation de 69,2%².

En matière de change, il y a lieu de noter ce qui suit :

1. la Banque Centrale a engagé des réformes réglementaires importantes susceptibles de contribuer à diminuer les tensions sur les réserves de change du pays³;
2. la moyenne annuelle du cours de référence du dollar américain est passée de 1.782,9 BIF par unité en 2018 à 1.845,6 BIF par unité en 2019 soit une dépréciation de 3,5% de la monnaie burundaise par rapport au dollar américain⁴ ;
3. la moyenne annuelle du cours de référence de la monnaie européenne, l'euro, est passée de 2.106,3 BIF par unité en 2018 à 2.066,2 BIF par unité en 2019, soit une appréciation de 1,9% de la monnaie burundaise par rapport à l'euro⁵.

Au niveau législatif, des lois favorables à la reprise économique ont été votées et promulguées. Il s'agit notamment de⁶ :

1. Loi n°1/ 02 du 29 janvier 2019 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de prêt n°12/732 entre la République du Burundi et le Fonds Saoudien pour le Développement relatif au Projet de Construction de la Route Nationale n°3, tronçon: Rumonge & Nyanza-Lac, signé à Bujumbura, le 26 novembre 2019 ;
2. Loi n°1/ 01 du 28 janvier 2019 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord Cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale, signé à Bujumbura le 26 février 2018 ;
3. Loi n°1/04 du 04 février 2019 portant fixation de la Capitale Politique et de la Capitale Economique du Burundi.

¹ BAD, Perspectives Economiques en Afrique (PEA) édition 2020, publié le 30 janvier 2020

² <http://isteebu.bi/images/Indicesdesprix/IPC%20dc%2019.pdf>, p.3

³ BAD, Perspectives Economiques en Afrique (PEA) édition 2020, publié le 30 janvier 2020

⁴ Dpt. Communication de la BCB

⁵ Dpt. Communication de la BCB

⁶ <https://presidence.gov.bi/category/lois-promulguees/lois-promulguees-en-2019/>



*Vue partielle des participants
à l'Assemblée Générale du 20 mars 2020*

Sur le plan de l'amélioration de l'environnement des affaires au Burundi, le rapport Doing Business 2020 (17^e édition) classe le Burundi à la 166^e place (le classement concernait 190 pays). Il s'agit d'une avancée de deux places par rapport au classement de l'année 2019, notamment grâce à l'amélioration du score relatif à l'octroi des crédits, qui est passé de 10% à 15%. Notons que le Burundi occupe une très bonne place pour le critère de création d'entreprise (44^e place contre 129^e place pour le Kenya, le géant économique de la région)⁷.

Sur le volet des finances publiques, il a été voté un budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2019/2020 dont les ressources sont évaluées à 1.327,1 milliards BIF contre 1.237,1 milliards BIF de l'année précédente (accroissement de 7,3%) et les dépenses à 1516,4 milliards BIF contre 1400,7 milliards BIF de l'exercice précédent (accroissement de 8,3%)⁸.

II. Administration de la Banque

Au niveau de l'Administration de la Banque, l'Année 2019 a été marquée par les points saillants ci-après:

1. la désignation, par l'Assemblée Générale des Actionnaires, de SOCABU, BOA Group, BIO, DEGROOF EQUITY, la RÉPUBLIQUE DU BURUNDI et OTB comme étant les actionnaires de référence de la Banque de Crédit de Bujumbura ;
2. la création, par l'Assemblée Générale des Actionnaires, de deux postes d'Administrateurs Indépendants dans le Conseil d'Administration de la Banque de Crédit de Bujumbura.

⁷ <https://www.jimbere.org/doing-business-2020-economie-burundi-electricite-banque-mondiale/>

⁸ <http://finances.gov.bi/sites/default/files/Budget/fixation%20du%20budget%20general%202019-2020.PDF>

III. Activités commerciales

L'exercice 2019 a été essentiellement caractérisé par les éléments décrits ci-après :

1. la stabilisation de la nouvelle application bancaire, à savoir IGOR ;
2. l'installation de Business Info permettant notamment de générer les extraits de compte pouvant être envoyés aux clients par voie électronique ;
3. la transformation de la plateforme de B-web en BOAweb ayant plus de fonctionnalités ;
4. la poursuite de la politique de proximité, d'amélioration des conditions d'accueil de la clientèle et d'innovation technologique. C'est dans ce cadre qu'une nouvelle Agence située en zone Ngagara en Commune Urbaine Ntahangwa de la Mairie de Bujumbura, en face du marché dit « COTEBU », a été ouverte ; elle a été dénommée « Agence du 1^{er} juillet » ;
5. l'installation de deux nouveaux Guichets Automatiques de Banque (GAB) à cette nouvelle Agence;
6. l'inauguration officielle de l'immeuble « Alternative Center » par S.E. le Président de la République du Burundi ; il s'agit d'un immeuble situé dans la zone Kamenge, en Commune urbaine de Ntahangwa de la Mairie de Bujumbura et abritant l'Agence BCB de Kamenge et le Centre de Formation mis en place par la BCB.
7. la poursuite de la politique de motivation des équipes commerciales et de renforcement de l'esprit d'émulation : les meilleures agences sur le plan de la réalisation des objectifs lors des campagnes commerciales, en interne ou au sein du réseau BOA, ont été primées.
8. l'engagement définitif des stagiaires qui venaient de passer une année de formation intensive : leur déploiement dans différentes agences a permis de booster la qualité de service au niveau de l'accueil et du service client.



Une vue de facade de l'agence du 1er Juillet



IV. Bilan et Résultat

IV.1. Bilan

A la clôture de l'année 2019, le total du bilan de la Banque s'élevait à 460,8 milliards BIF contre 417,8 milliards BIF au 31 décembre 2018, soit une variation positive de 10,3%.

IV.1.1. Prêts à la Clientèle

Au terme de l'année 2019, le total des prêts nets à la clientèle en BIF est passé à 174,9 milliards BIF contre 154,7 milliards BIF à fin 2018, soit un accroissement de 13,1%.

IV.1.2. Les dépôts de la clientèle

Alors que le total des dépôts de la clientèle s'élève à 333,3 milliards BIF au 31 décembre 2018, il s'établit à 344,8 milliards BIF à la fin de l'année 2019, soit une variation positive de 3,4%.

Parmi ces dépôts, la part en devises étrangères est de 9,8% soit 33,9 milliards BIF, une proportion inférieure à celle de l'année précédente qui était de 11,3%.

IV.2. Résultat

IV.2.1. Les produits

Alors que le Produit Net Bancaire réalisé par la Banque au 31 décembre 2018 était de 35,8 milliards BIF, il s'établit à 43,3 milliards BIF à fin 2019, soit un accroissement de 21,0%.

IV.2.2. Les charges générales d'exploitation

A la clôture de l'exercice 2019, le total des charges générales d'exploitation s'élève à 24,2 milliards BIF alors qu'il s'établissait à 21,8 milliards BIF à la fin de l'année précédente, marquant ainsi un accroissement de 11,0%.

Le coefficient d'exploitation s'établit à 45,0% à fin décembre 2019 contre 47,4% à la fin de l'année précédente, ce qui montre une nette amélioration de la rentabilité car les produits ont marqué un accroissement plus élevé que celui des charges.

IV.2.3. Le résultat net

Le résultat net pour l'exercice 2019 s'élève à 17.017.595.210 BIF contre 12.178.041.908 BIF réalisé au cours de l'exercice précédent soit un accroissement de 39,7%.

En y ajoutant le report à nouveau de l'exercice antérieur de 3.340.381 BIF, le résultat à affecter s'établit à 17.020.935.591 BIF.

V. Bilan social

Au cours de l'exercice 2019, la politique de formation et de renforcement des capacités des ressources humaines dans des domaines variés a été poursuivie, en vue de répondre aux besoins de la Banque et aux exigences de l'environnement de travail actuel qui est de plus en plus concurrentiel et exigeant.

Ainsi, au cours du 2^e semestre de l'année 2019, la banque a procédé au recrutement et à la formation d'une 2^e promotion de stagiaires diplômés universitaires sans « expérience professionnelle désirant apprendre le métier de la Banque ». Notons que les stagiaires de la promotion précédente ont été tous engagés comme employés de la Banque avec un contrat à durée indéterminée.

De même, diverses formations ont été organisées à l'attention de tout le personnel en vue de l'adapter à l'environnement de travail en perpétuel changement.

En outre, au cours de l'année 2019, les organes sociaux de la Banque (Conseil d'Entreprise et autres comités internes à la Banque) ont connu un fonctionnement normal en 2019.

Enfin, la Banque a poursuivi sa politique d'épanouissement du personnel notamment à travers :

- la célébration de la Fête Internationale de la Femme ;
- l'organisation des séminaires dans un cadre convivial ;
- la célébration du nouvel an par tout le personnel de la Banque autour d'activités très diversifiées et dans une ambiance festive.



VI. Perspectives 2019

Au cours de l'exercice 2020, la Banque poursuivra la mise en œuvre du Plan Triennal de Développement pour la période 2019-2021 (PTD 2019-2021).

La Banque gardera au cœur de son activité l'amélioration de la qualité de service, le renforcement de la rentabilité, la diversification de la gamme des produits offerts à la clientèle notamment à travers l'amélioration de l'offre digitale (GAB, internet banking, mobile banking, ...) et des transferts rapides.

Enfin, dans la poursuite de sa politique de proximité et d'amélioration des conditions d'accueil de la clientèle, la Banque commencera à servir les clients dans un nouvel immeuble de l'agence Muyinga et dont le chantier a démarré en 2019. La Banque poursuivra également les rénovations d'agences notamment celles de Rumonge, Rugombo, Makamba, Rutana et Gihofi.

Report of the board of directors to the shareholders' General Meeting - 2019 fiscal year

I. The political-economic and financial framework for the 2019 fiscal year

During the 2019 fiscal year, Burundi's economic situation improved compared to the previous year, which attests that an economic recovery is really underway.

Indeed¹ :

1. The economic recovery has strengthened in 2019 (3.4% of real GDP growth), driven by a slight increase in public investment and a good agricultural production ;
2. The growth rate should reach 3.7 % in 2020 and 4.3 % in 2021, with an increase in coffee exports, a slight increase in public investment, an average growth of 6% in food production and maintaining a prudent monetary policy;
3. Various ongoing initiatives aiming to modernize and diversify agricultural production, build power stations, open up the country and increase its role in regional trade by strengthening the transport network (Bujumbura port rehabilitation).

As to the annual average rate of inflation, it went from -2.6% at the end of 2018 to -0.8% at the end of 2019, a variation of 69.2 %.²

In terms of exchange, the following should be noted:

1. The Central Bank has embarked on significant regulatory reforms that can help to reduce tensions on the country's foreign exchange reserves;³
2. The annual average of the US dollar reference rate rose from BIF 1.782.9 per unit in 2018 to BIF 1845.2 per unit in 2019, or 3.5 % depreciation of the Burundian currency against the US dollar;⁴
3. The annual average of the Euro reference rate fell from BIF 2.106.3 per unit in 2018 to BIF 2 066.2 per unit in 2019, which makes a 1.9 % appreciation of the Burundian currency against the Euro.⁵

At the legislative level, laws favorable to economic recovery have been passed and promulgated. These include : ⁶

1. Law N° 1/02 of 29 January 2019 ratifying the loan agreement between the Republic of Burundi and the Saudi Fund for Development related to the construction of the National Road n°3 : Rumonge & Nyanza Lac section, signed in Bujumbura on 26 November 2019 ;
2. Law n° 1/01 of 28 January 2019 ratifying the framework agreement establishing the International Solar Alliance, signed in Bujumbura on 26 February 2018 ;
3. Law N°1/04 of 04 February 2019 establishing the Political Capital and Economic Capital of Burundi.

Regarding the improvement of the business environment in Burundi, the Doing Business 2020 report (17th edition) ranks Burundi at the 166th place (among 190 countries).

This is a progression of two places compared to the classification of the 2019 year, especially due to the improvement of the score related to the granting of loans, which went from 10 % to 15 %. It should be underlined that Burundi is very well ranked for the business creation criterion (44th place against 129th place for Kenya, the economic giant of the region).⁷

1 BAD, Perspectives Economiques en Afrique (PEA) édition 2020, publié le 30 janvier 2020

2 <http://isteebu.bi/images/Indicesdesprix/ipc%20dc%2019.pdf>, p.3

3 BAD, Perspectives Economiques en Afrique (PEA) édition 2020, publié le 30 janvier 2020

4 Dpt. Communication de la BCB

5 Dpt. Communication de la BCB

6 <https://presidence.gov.bi/category/lois-promulguees/lois-promulguees-en-2019/>

7 <https://www.jimber.org/doing-business-2020-economie-burundi-electricite-banque-mondiale/>

On the public finance side, the general budget of the Republic of Burundi for the 2019/2020 fiscal year was approved. The resources are estimated at BIF 1,327.1 Billion against BIF 1,237.1 Billion for the previous year (an increase of 7%) and the expenses at BIF 1,514.4 Billion against BIF 1,400.7 Billion for the previous year (an increase of 8.3%)⁸

II. Bank Administration

At the bank administration level, the 2019 fiscal year was marked by the following highlights :

1. The Annual General Meeting designated SOCABU, BOA group, BIO, DEGROOF EQUITY S.A., the Republic of Burundi and OTB as the reference Shareholders of the BCB;
2. The Annual General Meeting proceeded to the establishment of two independent Directors positions on the Bank's Board of Directors.

III. Business activities

The 2019 fiscal year was essentially characterized by the elements described below:

1. Stabilization of the new banking application, namely IGOR ;
2. Installation of Business Info which allows, in particular, to generate account statements that can be sent to customers electronically;
3. Transformation of the B-web platform into BOAweb with more features;
4. The continuation of the proximity policy, improvement of customer care conditions and technological innovation. In this context, a new branch called « 1er Juillet » located in Ngagara (in Ntahangwa Commune, Bujumbura), was opened near « COTEBU » market ;
5. Installation of two new ATMs at that branch;
6. Official inauguration of the « Alternative Center » building by H.E. the President of the Republic of Burundi. The building is located in Kamenge (in Ntahangwa Commune, Bujumbura), and hosts the BCB branch of kamenge and the Training Center set up by the BCB.
7. The continuation of the sales teams motivation policy, and strengthening the emulation spirit: The best branches in terms of goals achievement during sales campaigns, within the BCB or within BOA network, have been awarded.
8. The trainees who had spent a year of intensive training were hired as Bank employees : their deployment in different branches has boosted the customer care and customer service.

IV. Balance sheet and result

IV.1. Balance sheet

At the end of 2019 fiscal year, the Bank's balance sheet total was BIF 460.8 Billion against BIF 417,8 Billion as of 31 december 2018, a positive variation of 10,3%.

IV.1.1. Customer loans

The 2019 fiscal year closed with total net loans to customers amounting to BIF 174,9 Billion against BIF 154,7 Billion at the end of 2018, an increase of 13,1 %.

IV.1.2. Customer deposits

While total customer deposits amounted to BIF 333,3 Billion as of 31 December 2018, it stood at BIF 344.8 Billion at the end of 2019, a positive variation of 3,4 %.

Among these deposits, the foreign currency represents 9,8 % or BIF 33.9 Billion, a lower proportion than the previous year which was 11,3 %.

IV.2. Income

IV.2.1. Products

While the bank's net operating income as of 31 December 2018 was BIF 35.8 Billion, it stood at 43,3 Billion at the end of 2019, an increase of 21,0 %.

IV.2.2. General operating expenses

At the end of 2019 fiscal year, the general operating expenses amounted to BIF 24.2 Billion against BIF 21.8 Billion at the end of the previous year, an increase of 11%.

The operating coefficient stood at 45.0 % at the end of December 2019 against 47.4 % at the end of the previous year, which shows a clear improvement in profitability : products marked a higher increase than expenses.

IV.2.3. The Net Income

The net income for the 2019 fiscal year amounted to BIF 17,017,595,210 against BIF 12,178,041,908 achieved during the previous year, an increase of 39.7 %.

By adding the retained earnings for the previous year of BIF 3,340,381, the net income for the 2019 fiscal year becomes BIF 17,020,920,591

V. Social report

During the 2019 fiscal year, training and building human resources capacity policy in various fields has been pursued in order to meet the bank needs and demands of today's increasingly competitive and demanding work environment.

Then, during the second half of 2019, the bank has recruited and trained a second promotion of trainees, university graduates without work experience wishing to learn the banking profession. Note that, the trainees from the previous promotion were all hired as bank employees with an open-ended contract.

Moreover, various training courses have been organized for all the staff, in order to face the constantly changing work environment.

In addition, during the 2019 fiscal year, the bank's corporate bodies (Corporate Council and other internal bank committees) have handled their task normally.

Finally, the bank continued its staff development policy through :

- *celebration of International Women's Day ;*
- *organisation of seminars in a friendly setting ;*
- *the new year's celebration by all bank staff around diversified activities in a festive mood.*

VI. Outlook 2019

During the 2020 fiscal year, the bank will continue to implement the Three-Year Development Plan for the period 2019-2021.

The bank will keep improving the customer care and customer service, strengthening profitability, diversifying the product range offered to customers through the improvement of digital offer (ATMs, internet banking, mobile banking,...) and fast transfers .

Lastly, pursuing its proximity policy and improving customer care conditions, the bank will start serving customers in a new building (Muyinga branch) whose construction started in 2019. Some branches will also be renovated : Rumonge, Makamba, Rutana and Gihofi.

Rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers Aux Actionnaires de la Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB)

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la BANQUE DE CREDIT DE BUJUMBURA (BCB) S.M, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes et annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-après donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2019, ainsi que de la performance financière pour la période close à cette date, conformément aux normes comptables applicables aux banques commerciales en République du Burundi.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en nous basant sur les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisation conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Burundi et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit d'états financiers sur la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers.

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux pratiques comptables en vigueur au Burundi et aux accords de financement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisation à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de l'organisation.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspondant à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit, toutefois, pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'elles sont raisonnables de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur celles-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreur, concevons et mettons en œuvre de procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation.
- Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futures pourraient, par ailleurs, amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons au Conseil d'Administration notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également au Conseil d'Administration une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

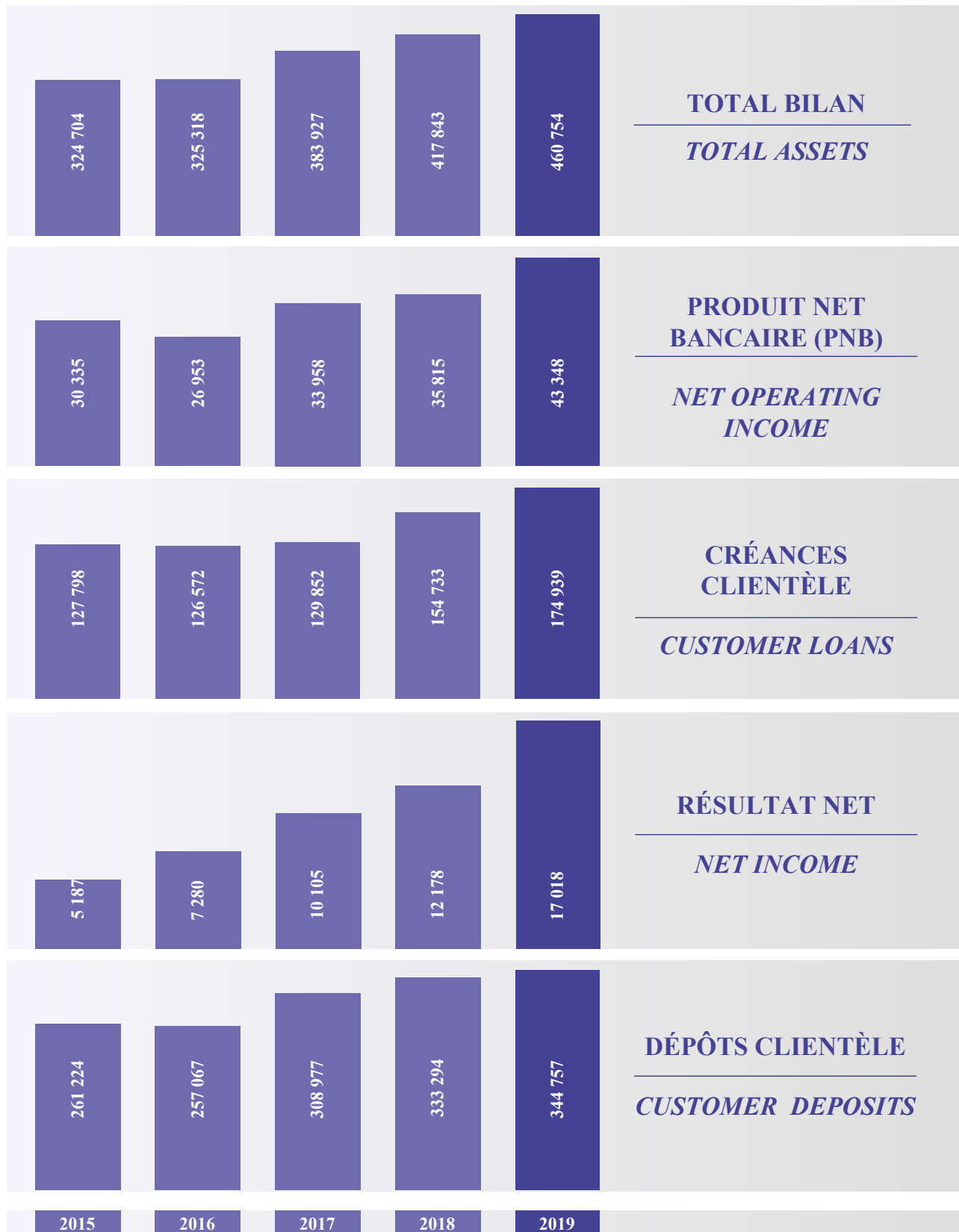
Parmi les questions communiquées au Conseil d'Administration, nous déterminerons qu'elles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit.

Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminerons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

GPO PARTNERS BURUNDI S.P.R.L
Benjamin RUFAGARI
Associé

Chiffres-clés sur les cinq derniers exercices

Key figures for the five last financial years





**Bilan- Compte de résultat
Résolutions**

*Balance Sheet -Income statement
Resolutions*



Bilan comparé des deux derniers exercices

Balance sheet for the last two fiscal years

	31/12/2019	31/12/2018
ACTIFS		
Caisse, Banque de la République du Burundi / <i>Cash, Bank of the Republic of Burundi</i>	43 528,2	49 156,1
Comptes ordinaires des banques et établissements financiers/ <i>Ordinary accounts of banks and financial institutions</i>	28 612,3	29 349,3
Prêts et créances sur la clientèle / <i>Customer loans</i>	174 938,8	154 732,6
Placements financiers / <i>Financial Investments</i>	163 494,7	130 271,9
Actifs d'impôt / <i>Tax assets</i>	2 412,9	1 894,3
Autres actifs / <i>Other assets</i>	14 557,3	18 985,5
Immobilisations corporelles / <i>Fixed assets</i>	32 797,5	32 725,8
Immobilisations incorporelles / <i>Intangible Assets</i>	412,2	727,6
TOTAL ACTIFS / TOTAL ASSETS	460 753,9	417 843,1
PASSIFS / LIABILITIES		
DETTES / LIABILITIES		
Dettes avec les banques et assimilées / <i>Debts with banks and similar</i>	23 542,1	6 227,5
Dettes envers la clientèle / <i>Customer deposits</i>	344 757,2	333 294,4
Passifs financiers / <i>Financial liabilities</i>	0,0	50,0
Passifs d'impôts / <i>Tax liabilities</i>	3 669,6	3 490,7
Autres passifs / <i>Other liabilities</i>	11 112,9	9 594,2
Provisions / <i>Provisions</i>	6 328,1	6 451,3
TOTAL DETTES / TOTAL LIABILITIES	389 409,9	359 108,0
CAPITAUX PROPRES / EQUITY		
Capital / <i>Capital</i>	15 500,0	15 500,0
Réserves / <i>Reserves</i>	30 671,9	22 754,1
Gains sur actifs disponibles à la vente / <i>Earnings on assets available for sale</i>	8 154,5	8 303,0
Résultat de l'exercice / <i>Net Income of the fiscal year</i>	17 017,6	12 178,0
TOTAL CAPITAUX PROPRES / TOTAL EQUITY	71 344,0	58 735,1
TOTAL PASSIFS / TOTAL LIABILITIES	460 753,9	417 843,1

Résultat comparé des deux derniers exercices

Income for the last two fiscal years

	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés / <i>Interest and similar Income</i>	40 876,8	33 329,6
Intérêts et charges assimilés / <i>Interest and similar expenses</i>	-6 036,6	-4 223,9
Intérêts Nets / <i>Net Interests</i>	34 840,2	29 105,8
Commissions reçues / <i>Received commissions</i>	8 311,2	6 462,5
Commissions servies / <i>Given commissions</i>	-120,6	-131,5
Produits des autres activités / <i>Income from other activities</i>	317,1	378,5
Produit Net Bancaire / <i>Net Operating Income</i>	43 348,0	35 815,3
Reprise provisions / <i>Provision write-back</i>	4 936,5	5 731,4
Charges générales d'exploitation / <i>Operating overheads</i>	-24 182,2	-21 779,7
Résultat Brut d'Exploitation / <i>Gross Operating Profit</i>	24 102,3	19 767,0
Coût du risque / <i>Risk cost</i>	-3 552,7	-4 171,0
Résultat d'Exploitation / <i>Operating profit</i>	20 549,7	15 595,9
Perte sur cession d'actifs / <i>Loss on disposal of assets</i>	-1,8	0,0
Gains sur cession d'actifs / <i>Earning on disposal of assets</i>	407,3	336,4
Résultat avant Impôt / <i>Pre-tax Income</i>	20 955,2	15 932,4
Impôt sur le bénéfice / <i>Income tax</i>	-3 937,6	-3 754,3
Résultat Net / <i>Net Income</i>	17 017,6	12 178,0

Hors-bilan (chiffres en millions BIF)

Off-balance sheet

	31/12/2019	
Engagements de financement donnés / <i>Given Credit Commitments</i>	2 811,2	5 598,7
Engagements de garantie donnés / <i>Given Guarantees Commitments</i>	13 244,2	5 086,9
Valeurs et sûretés données ou reçues en garantie / <i>Values and Securities given or received as Guarantee</i>	245 479,7	152 730,5
Divers hors-bilan / <i>Others Off-balance-sheet</i>	39 756,3	37 554,6

Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Crédit de Bujumbura réunie le 30 mars 2020 prend les résolutions ci-après :

1	Rapport du Commissaire aux Comptes à l'Assemblée Générale des Actionnaires L'Assemblée Générale des Actionnaires adopte à l'unanimité le rapport du Commissaire aux Comptes relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019.										
2	Approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 2019 Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont adoptés à l'unanimité par l'Assemblée Générale des Actionnaires, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration et approuvés par le Commissaire aux Comptes.										
3	Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des Actionnaires L'Assemblée Générale des Actionnaires adopte à l'unanimité le rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019.										
4	Affectation du résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2019 Le résultat à affecter s'établissant à 17.020.935.591 BIF après incorporation du report à nouveau de l'exercice antérieur, l'Assemblée Générale des Actionnaires décide de le répartir comme suit : <table><tbody><tr><td>Dotation à la réserve légale:</td><td>1.702.093.559 BIF</td></tr><tr><td>Réserve pour Infrastructure:</td><td>5.106.280.677 BIF</td></tr><tr><td>Réserve complémentaire (Réserve Disponible, selon l'instruction de la BRB):</td><td>4.255.233.898 BIF</td></tr><tr><td>Dividende brut:</td><td>5.952.086.700 BIF</td></tr><tr><td>Report à nouveau :</td><td>5.240.757 BIF</td></tr></tbody></table>	Dotation à la réserve légale:	1.702.093.559 BIF	Réserve pour Infrastructure:	5.106.280.677 BIF	Réserve complémentaire (Réserve Disponible, selon l'instruction de la BRB):	4.255.233.898 BIF	Dividende brut:	5.952.086.700 BIF	Report à nouveau :	5.240.757 BIF
Dotation à la réserve légale:	1.702.093.559 BIF										
Réserve pour Infrastructure:	5.106.280.677 BIF										
Réserve complémentaire (Réserve Disponible, selon l'instruction de la BRB):	4.255.233.898 BIF										
Dividende brut:	5.952.086.700 BIF										
Report à nouveau :	5.240.757 BIF										
5	Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes La gestion des Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 d'une part, et les devoirs accomplis par le Commissaire aux Comptes pour le même exercice d'autre part, sont approuvés à l'unanimité et décharge leur est donnée par l'Assemblée Générale des Actionnaires.										

1. Nominations des Administrateurs indépendants

L'Assemblée Générale des Actionnaires élit Madame FATIMATOU Zahra Diop et Monsieur NIMUBONA Frédéric en qualité d'Administrateurs de la Banque de Crédit de Bujumbura pour un terme de quatre ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2024 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023, sous réserve, pour chacun, de l'agrément par la Banque de la République du Burundi.

2. Election d'un Administrateur représentant l'actionnaire OTB

L'Assemblée Générale des Actionnaires élit Monsieur NDAYIZIGA Emmanuel, mandataire de l'actionnaire OTB, comme Administrateur de la Banque de Crédit de Bujumbura pour un terme de quatre ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2024 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

3. Renouvellement des mandats d'Administrateurs

L'Assemblée Générale des Actionnaires renouvelle les mandats des Administrateurs suivants pour un terme de quatre ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2024 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023 :

- Madame Carole MAMAN et Monsieur Henri LALOUX, mandataires de l'actionnaire BIO ;
- Monsieur Abderrazzak ZEBDANI, mandataire de l'actionnaire BOA Group ;
- Messieurs Alain SIAENS et Jean-Paul COUVREUR, mandataires de l'actionnaire DEGROOF EQUITY S.A. ;
- Monsieur Tharcisse RUTUMO, mandataire de l'actionnaire RÉPUBLIQUE DU BURUNDI.

4. Nomination d'un commissaire aux comptes

L'Assemblée Générale des Actionnaires nomme le cabinet FIDASCO comme Commissaire aux Comptes de la Banque de Crédit de Bujumbura pour une période d'une année, avec une rémunération annuelle de 23.010.0000 BIF (vingt-trois millions dix mille francs burundais) toutes les taxes comprises. Ce mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2021 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Resolutions of the Ordinary General Meeting of Shareholders

The Ordinary General Meeting of Shareholders of the BCB (Banque de crédit de Bujumbura) on 30 30 March 2020 takes the following resolutions:

1	<p>Auditor's report to the General Meeting of Shareholders</p> <p>The General Meeting of Shareholders unanimously adopts the Statutory Auditor's report for the fiscal year ended on 31 December 2019.</p>										
2	<p>Approval of the accounts closed on 31 December 2019</p> <p>The annual Accounts for the fiscal year ended on 31 December 2019 are unanimously adopted by the General Meeting of Shareholders as drawn-up by the Board of Directors and approved by the Statutory Auditor.</p>										
3	<p>The Board of Directors' report to the General Meeting of Shareholders</p> <p>The General Meeting of Shareholders unanimously adopts the Board of Directors' report for the fiscal year ended on 31 December 2019.</p>										
4	<p>Appropriation of the result for the fiscal year ended on 31 December 2019</p> <p>After the incorporation of retained earnings from the previous fiscal year, the result to be allocated is BIF 17,020,935,591 and the General Meeting of Shareholders decides to distribute it as follows:</p> <table><tbody><tr><td>Allocation to the legal reserve</td><td>BIF 1,702,093,559</td></tr><tr><td>Reserve for infrastructure</td><td>BIF 5,106,280,677</td></tr><tr><td>Additional reserve (available reserve, according to the central Bank instructions)</td><td>BIF 4,255,233,898</td></tr><tr><td>Gross dividend</td><td>BIF 5,952,086,700</td></tr><tr><td>Retained earnings</td><td>BIF 5,240,757</td></tr></tbody></table>	Allocation to the legal reserve	BIF 1,702,093,559	Reserve for infrastructure	BIF 5,106,280,677	Additional reserve (available reserve, according to the central Bank instructions)	BIF 4,255,233,898	Gross dividend	BIF 5,952,086,700	Retained earnings	BIF 5,240,757
Allocation to the legal reserve	BIF 1,702,093,559										
Reserve for infrastructure	BIF 5,106,280,677										
Additional reserve (available reserve, according to the central Bank instructions)	BIF 4,255,233,898										
Gross dividend	BIF 5,952,086,700										
Retained earnings	BIF 5,240,757										
5	<p>Discharge to the Directors and the Auditor</p> <p>The Directors management for the fiscal year ended on 31 December 2019 on the one hand, and performance of the statutory Auditor for the same fiscal year on the other hand, are unanimously approved and discharge is given to them by the General Meeting of shareholders.</p>										

Appointments of Independent Directors

The General Meeting of Shareholders elects Ms. FATIMATOU Zahra Diop and Sir. NIMUBONA Frédéric as Independent Directors of the BCB (Banque de Crédit de Bujumbura) to a four-year term expiring at the end of the 2024 Ordinary General Meeting of Shareholders which will approve the financial statements of the 2023 fiscal year, subject to the approval of the Central Bank of Burundi for each.

Election of a Director representing OTB

The General Meeting of Shareholders elects Mr NDAYIZIGA Emmanuel, representative of OTB, as a Director of the BCB (Banque de Crédit de Bujumbura) to a four-year term expiring at the end of the 2024 Ordinary General Meeting which will approve the financial statements of the 2023 financial year.

Renewal of Directors' mandate

The General Meeting of Shareholders renews the terms of the following Directors to a four-year term expiring at the end of the 2024 Ordinary General Meeting which will approve the financial statements for the 2023 fiscal year:

- *Ms. Carole MAMAN and Sir Henri LALOUX, Representatives of BIO;*
- *Mr Abderrazzak ZEBDANI, Representative of BOA Group ;*
- *Mrs Alain SIAENS and Jean-Paul COUVREUR, Representatives of DEGROOF EQUITY S.A. ;*
- *Mr Tharcisse RUTUMO, representative of the Republic of Burundi.*

Appointment of a Statutory Auditor

The General Meeting of Shareholders appoints FIDASCO cabinet as the Statutory Auditor of BCB (Banque de Crédit de Bujumbura) for a one-year period, with an annual remuneration of BIF 23,010,000 (Twenty three million ten thousand BIF) including taxes. This term will expire at the 2021 Ordinary Meeting which will approve the financial statements of the 2020 fiscal year.

1. NOTE SUR LES PRINCIPALES REGLES COMPTABLES

La Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB) est engagée dans le processus d'adoption des normes IFRS afin de se doter d'un cadre de comptabilité et d'information financière conforme aux standards internationaux en termes de transparence financière et de qualité de l'information fournie.

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board.

1.1. Base de comptabilisation

Les états financiers sont préparés en vertu du principe de continuité d'exploitation selon la méthode conventionnelle du coût historique en conformité avec les normes comptables et les normes de la réglementation bancaire applicable.

1.2. Enregistrement des produits et des charges

Les produits d'exploitation bancaire sont constitués principalement d'intérêts et commissions sur crédits accordés et sur placements d'excédents de trésorerie, de produits des opérations de trésorerie et interbancaires ainsi que des opérations diverses. Généralement, ces intérêts et commissions sont comptabilisés pour leur montant couru et échu.

1.3. Immobilisations corporelles

Comptabilisation initiale

Les immobilisations sont enregistrées initialement à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables.

Evaluation ultérieure

Une immobilisation corporelle peut être évaluée selon deux méthodes :

- **le modèle du coût** : correspond au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.
- **le modèle de la réévaluation** : correspond à sa juste valeur à la date de la réévaluation diminuée du cumul des amortissements ainsi que du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Règles d'amortissement

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif diminué par la valeur résiduelle, celle-ci correspond au prix actuel de l'actif tenant compte de l'âge et de l'état estimés de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité. L'amortissement d'un actif corporel s'étend sur la durée d'utilité qui correspond à la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif.

L'amortissement doit refléter le rythme de consommation des avantages économiques futurs. Les méthodes et les durées d'amortissement doivent être revues périodiquement par l'entreprise, et en conséquence, les dotations aux amortissements de l'exercice en cours et des exercices futurs doivent être réajustées. Même si la juste valeur de l'actif comptable est supérieure à sa valeur comptable, on comptabilise l'amortissement et ceci tant que la valeur résiduelle ne dépasse pas sa valeur comptable.

Perte de valeur

Une perte de valeur est le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable, laquelle correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

Options retenues par la BCB

Comptabilisation initiale : la BCB a opté pour la méthode au coût.

Évaluation ultérieure : la BCB a opté pour la méthode de réévaluation.

Durée d'amortissement :

Les immeubles : la BCB a adopté un plan d'amortissement basé sur la durée d'utilité qui correspond à la période pendant laquelle la banque s'attend à utiliser ces actifs. L'amortissement de ces immeubles reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs conformément à la norme IAS 16. Suite à une expertise d'immobilisations corporelles, la banque a procédé à leur amortissement sur base de la durée d'utilité ainsi que les avantages économiques futurs par les experts immobiliers.

Les autres actifs immobiliers : les autres valeurs immobilisées sont comptabilisées à leurs valeurs historiques et amorties suivant les taux en vigueur qui tiennent compte de la durée de vie raisonnable des biens comme détaillé ci-après :

- matériel roulant : 20%
- matériel informatique : 33%

1.4. Immeubles de placement

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

La norme IAS 40 laisse le choix de l'évaluation des immeubles de placement :

- soit en juste valeur (JV) avec variation de JV en résultat chaque année ou,
- soit au coût.

Toute option choisie, doit être appliquée à l'ensemble des immeubles de placement.

Options retenues par la BCB

Comptabilisation initiale : la BCB a opté pour la méthode de juste valeur.

Durée d'amortissement

Sur base de réévaluation, la BCB a adopté un plan d'amortissement basé sur la durée d'utilité qui correspond à la période pendant laquelle la banque s'attend à utiliser ces immeubles de placement. L'amortissement de ces immeubles ne reflète pas le rythme de consommation des avantages économiques futurs conformément à l'IAS 40. Suite à une expertise d'immobilisations corporelles, la banque a procédé à leur amortissement sur base de la durée d'utilité ainsi que les avantages économiques futurs par les experts immobiliers.

Les réévaluations sont effectuées avec une régularité suffisante pour s'assurer que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la fin de la période de reporting.

1.5. IAS 38 « immobilisations incorporelles »

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire et sans substance physique.

Elle est :

- identifiable : afin de la distinguer du Goodwill ;
- contrôlée : si l'entreprise a le pouvoir d'obtenir les avantages économiques futurs découlant de la ressource sous-jacente et si elle peut également restreindre l'accès des tiers à ses avantages.

Comptabilisation initiale

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

La norme IAS 38 fait référence à 2 méthodes pour l'évaluation postérieure d'une immobilisation incorporelle :

- **la méthode au coût** : l'immobilisation est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.
- **la réévaluation** : l'immobilisation incorporelle doit être comptabilisée à son montant réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de réévaluation, diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur doit être déterminée par rapport à un marché actif. Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Amortissement

Toutes les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement. Une immobilisation incorporelle à durée de vie illimitée n'est pas amortie, dans ce cas précis, un test de dépréciation devra être fait à chaque date de clôture.

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Perte de valeur

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

Option retenue par la BCB :

Amortissement

La banque a maintenu les durées dégagées par l'utilisation des taux fiscaux. Les immobilisations incorporelles de la banque sont complètement amorties.

1.6. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés dans le compte de la situation financière de la société au coût utilisant la date de règlement comptable, lorsque la société est devenue une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les conventions comptables spécifiques adoptées par la banque sur les instruments financiers détenus à la date du bilan sont résumées ci-dessous :

Prêts et créances émis par la société et non détenus à des fins commerciales

Les prêts et créances, y compris les créances émis par la banque sont comptabilisés à la juste valeur lorsque l'argent est avancé aux emprunteurs, et sont ensuite comptabilisés au coût amorti.

Investissements détenus jusqu'à leur échéance

Les actifs financiers à paiements fixes ou déterminables et à échéance fixe, où la société a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance autres que les prêts et créances émis par la banque sont évalués au coût amorti.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers qui ne sont pas (a) des prêts et créances émis par la société, (b) détenus jusqu'à leur échéance, ou (c) les actifs financiers détenus à des fins commerciales sont évalués à leur juste valeur.

Perte de valeur et irrécouvrabilité d'actifs financiers

A chaque date du bilan, tous les actifs financiers sont soumis à un test de dépréciation.

S'il est probable que la société ne sera pas en mesure de recueillir toutes les sommes dues (capital et intérêts) selon les conditions contractuelles de prêts, des créances, ou des investissements détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti, une perte de valeur ou mauvaise créance s'est produite. La valeur comptable de l'actif est réduite à sa valeur recouvrable estimée soit directement, soit par l'usage d'un compte de provision. Le montant de la perte subie est inclus dans la déclaration de revenus pour la période.

Provisions individuelles

La BCB identifie les prêts individuellement significatifs présentant, une ou plusieurs indications objectives de dépréciation. Sur base de l'historique des paiements, la banque apprécie la capacité du client à honorer les paiements contractuels du principal et des intérêts, le taux et la durée de recouvrement.

Si une perte sur un actif financier comptabilisé à la juste valeur (la valeur recouvrable est inférieure au coût d'acquisition initial) a été comptabilisée directement en capitaux propres et il y a des preuves objectives que l'actif est déprécié, la perte nette cumulative qui avait été comptabilisée directement en capitaux propres est retirée de capitaux propres et comptabilisée dans le compte de résultat de la période, même si l'actif financier n'a pas été décomptabilisé.

Passifs financiers

Après la comptabilisation initiale, l'entreprise évalue tous les passifs financiers, y compris les dépôts des clients autres que les passifs détenus pour des fins commerciales à leur coût amorti. Les passifs détenus à des fins commerciales (passifs financiers acquis principalement dans le but de générer un profit à court terme des fluctuations de prix ou de la marge du revendeur) sont ensuite évalués à leur juste valeur.

1.7. Compensation

Les actifs et passifs financiers sont compensés et comptabilisés au bilan à la valeur nette lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser, et il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

1.8. Les pertes de valeur

A chaque date du bilan, la banque examine la valeur comptable de ses actifs afin de déterminer s'il existe une indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée et une perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

1.9. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque la banque a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite.

1.10. Le passif éventuel

Les passifs éventuels se posent s'il y a une obligation possible, ou des obligations présentes qui peuvent, mais ne sera probablement pas, nécessitant une sortie de ressources économiques, ou il y a une obligation actuelle, mais il n'existe aucune méthode fiable pour estimer la valeur monétaire de l'obligation.

1.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour le but de l'état de flux de trésorerie, les équivalents de trésorerie comprennent les soldes avec moins de 90 jours à compter de l'échéance de la fin de l'année, y compris : trésorerie et soldes avec la Banque Centrale, bons du Trésor et autres effets admissibles, les montants dus aux banques et aux opérations sur valeurs mobilières.

1.12. Comparatifs

Le cas échéant, les chiffres comparatifs ont été ajustés afin de se conformer aux changements de présentation dans l'année en cours.

1.13. Les Placements

Les placements représentés par les dépôts à court et moyen terme sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition ; les intérêts relatifs sont reconnus en compte de résultat lorsqu'ils sont courus.

1.14. Transactions en Monnaies étrangères

Les opérations en devises sont enregistrées au cours du jour de l'opération fixé par la banque. Les gains et pertes de change sont reconnus en comptes de résultat.

2. NOTES EXPLICATIVES SUR LES ETATS FINANCIERS

2.1. Caisse, Banque de la République du Burundi (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs en caisse	12 137,0	10 786,1
Banque de la République du Burundi	31 391,1	38 370,0
Total	43 528,2	49 156,1

2.1.1. Valeurs en caisse (chiffres en millions BIF)

Billets et monnaies Burundais	7 919,3	7 018,7
Billets et monnaies étrangers	4 217,7	3 767,4
Total	12 137,0	10 786,1

2.1.2. Banque de la République du Burundi (chiffres en millions BIF)

Compte ordinaire en BIF	24 531,3	36 652,7
Comptes ordinaires en devises	6 859,8	1 717,3
Total	31 391,1	38 370,0

Les comptes de caisse & BRB ont connu une variation à la baisse de 11% en valeur relative soit une diminution en valeur absolue de 5 627,9 millions BIF par rapport au 31 décembre 2018. Cette diminution sensible se situe au niveau des trésoreries à la BRB, avec une diminution de 33%, soit une diminution de 12 121,3 millions BIF en valeur absolue par rapport à fin 2018.

Les valeurs en caisse, quant à elles, ont augmenté de 13% soit un accroissement de 1 350,9 millions BIF par rapport au 31 décembre 2018.

2.2. Comptes ordinaires des banques et établissements financiers (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Comptes ordinaires des institutions de microfinance au Burundi	0,0	0,085
Comptes ordinaires des banques centrales, des banques et établissements financiers à l'étranger	28 612,3	29 349,3
Total	28 612,3	29 349,3

Comparativement à fin 2018, les comptes ordinaires des banques et établissements financiers ont baissé de 3% en valeur relative soit une baisse de 737,1 millions BIF en valeur absolue. Cette rubrique renseigne les comptes ordinaires de la BCB dans les banques partenaires avec celle-ci.

2.3. Prêts et créances sur la clientèle (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Comptes à vue et comptes débiteurs de la clientèle	36 918,1	30 281,7
Crédits de trésorerie	39 597,3	34 505,7
Crédits à l'équipement	31 177,7	22 435,8
Crédits à la consommation	51 151,3	52 033,3
Crédits immobiliers	13 560,8	13 902,7
Valeurs à recevoir (clientèle)	0,0	1 483,7
Créances dépréciées. Dépréciations (clientèle)	2 533,7	89,6
Total	174 938,8	154 732,6

2.3.1. Comptes à vue et comptes débiteurs de la clientèle (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Comptes à vue	36 710,7	29 992,0
Autres comptes à vue de la clientèle	205,5	289,7
Intérêts courus à recevoir	1,8	0
Total	36 918,1	30 281,7

2.3.2. Crédits de trésorerie (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Créances commerciales	11 264,0	12 376,4
Crédits à l'exportation	2 929,6	11 365,8
Crédits de financement de marchés	1 023,8	1 070,7
Autres crédits de trésorerie	24 255,4	9 631,7
Intérêts courus à recevoir	124,4	61,1
Total	39 597,3	34 505,7

2.3.3. Crédits à l'équipement (chiffres en millions BIF)

Crédits à l'équipement aux entreprises	12 759,4	20 109,4
Crédits à l'équipement aux collectivités locales	308,1	4,6
Autres crédits à l'équipement	18 029,8	1 370,7
Intérêts courus à recevoir	80,5	951,2
Total	31 177,7	22 435,8

2.3.4. Crédits à la consommation (chiffres en millions BIF)

Crédits à la consommation affectés	7 561,9	3 068,0
Crédits à la consommation non affectés	43 569,3	48 949,9
Intérêts courus à recevoir	20,2	15,4
Total	51 151,3	52 033,3

2.3.5. Crédits immobiliers (chiffres en millions BIF)

Crédits à l'habitat	13 547,8	13 890,6
Intérêts courus à recevoir	12,9	12,1
Total	13 560,8	13 902,7

2.3.6. Valeurs à recevoir (clientèle) / (chiffres en millions BIF)

Valeurs à l'encaissement prises à crédit immédiat	0	166,6
Valeurs impayées à recevoir ou à imputer	0	-6,2
Chambre de compensation	0	1 323,4
Total	0	1 483,7

2.3.7. Créances dépréciées. Dépréciations (clientèle) / (chiffres en millions BIF)

Créances pré-douteuses	64,0	10,8
Créances douteuses	659,2	189,8
Créances compromises	8 884,6	7 884,8
Dépréciation des créances (clientèle)	-7 074,1	-7 995,8
Total	2 533,7	89,6

Les créances dépréciées au 31/12/2018 sont classées dans les trois catégories suivantes :

Classe (chiffres en millions BIF)

Créances pré-douteuses	64,0	10,8
Créances douteuses	659,2	189,8
Créances compromises	8 884,6	7 884,8
Total	9 607,8	8 085,4

Les Prêts et créances sur la clientèle ont connu une hausse de 20 206,2 millions BIF par rapport au 31 décembre 2018, soit une hausse de 13% en valeur relative. Cette hausse est essentiellement liée aux postes de crédits de trésorerie et des crédits à l'équipement et comptes à vue et comptes débiteurs de la clientèle ; pour un montant respectif de 5 091,6 millions BIF, 8 741,9 millions BIF et 6 036,4 millions BIF, soit 15%, 39% et 22% par rapport au 31 décembre 2018.

La Banque enregistre des provisions sur créances dépréciées conformément à la Circulaire n°12 /18 relative à la classification des risques et à la constitution des provisions des banques et établissements financiers. La Direction estime que ces provisions reflètent de manière appropriée son appréciation du risque encouru.

2.4. Placements financiers (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Actifs financiers disponibles à la vente	1 708,7	1 708,2
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	161 786,0	128 563,7
Total	163 494,7	130 271,9

Cette rubrique a connu une hausse de 26% soit de 33 222,8 millions BIF en valeur absolue en comparaison à la même année en 2018. Cette hausse est liée à la hausse des bons et obligations de trésor pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2019.

2.5. Autres actifs (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs reçues en pension prêts et autres comptes débiteurs	13 905,3	17 672,5
Débiteurs divers	283,7	765,1
Comptes de régularisation	299,4	508,0
Valeurs et emplois divers	69,0	39,9
Total	14 557,3	18 985,5

2.5.1. Valeurs reçues en pension, prêts et autres comptes débiteurs

Prêts financiers	5 610,2	6 927,5
Autres comptes débiteurs	8 292,1	10 741,0
Intérêts courus à recevoir	3,0	4,0
Total	13 905,3	17 672,5

2.5.2. Débiteurs divers (chiffres en millions BIF)

Sommes diverses dues par le personnel	8,0	-
Divers autres débiteurs	275,7	765,1
Total	283,7	765,1

2.5.3. Comptes de régularisation (chiffres en millions BIF)

Produits à recevoir et charges constatées d'avance	153,8	30,1
Intérêts en suspens (s'ils sont décomptés)	42,0	18,0
Comptes de liaison entre siège succursales et agences au Burundi	16,6	116,3
Comptes de position	0,0	0
Autres Comptes de régularisation	87,0	343,6
Total	299,4	508,0

2.5.3.1 Valeurs et emplois divers (chiffres en millions BIF)

Stocks de fournitures de bureau et imprimés	69,0	39,9
Total	69,0	39,9

Les 4 postes de la rubrique « Autres Actifs » ont varié comme suit :

	2019	2018	Variation en valeurs absolues	Variation en valeurs relatives
Valeurs reçues en pension, prêts et autres comptes débiteurs	13 905,3	17 672,5	-3 767,2	-21%
Débiteurs divers	283,7	765,1	-481,5	-63%
Comptes de régularisation	299,4	508,0	-208,6	-41%
Valeurs et emplois divers	69,0	39,9	29,1	73%
Total	14 557,3	18 985,5	-4 428,2	-23%

Cette rubrique a connu une baisse globale de 23%, soit - 4 428,2 millions BIF en comparaison à la même rubrique au 31 décembre 2018. Cette baisse est essentiellement liée à la baisse des postes des valeurs reçues en pension et autres comptes débiteurs, débiteurs divers et les comptes de régularisation pour des montants respectifs de -3 767,2 millions BIF, - 481,5 millions BIF et -208,6 millions BIF, soit respectivement - 21%, - 63% et - 41% en valeur relative par rapport au 31 décembre 2018. Mis à part ces baisses, le poste des valeurs et emplois divers a augmenté de 73%, soit 29,1 millions BIF en valeur absolue.

2.6. Immobilisations corporelles (chiffres en millions BIF)

Descriptions	Terrains	Immeubles	Matériels informatiques	Immo en cours	Matériel	Mobilier	Matériel roulant	Total
VALEUR								
Du 1^{er} Janvier 2017	6 320,9	16 992,7	10 598,8	1 938,1	3 887,1	2 029,4	2 439,7	41 766,9
Acquisitions	679,0	195,7	477,7	1 277,3	275,9	70,6	90,6	3 066,8
Plus-values de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-	-	-	(53,9)	(53,900)
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2017	7 000,0	17 188,3	11 076,5	3 215,4	4 163,0	2 100,0	2 476,4	47 219,6
Du 1^{er} Janvier 2018	7 000,0	17 188,3	11 076,5	3 215,4	4 163,0	2 100,0	2 476,4	47 219,6
Acquisitions	-	1 939,2	1 813,4	4 470,5	450,7	64,6	290,2	9 028,6
Cessions	(234,7)	(279,8)	-	-	-	(1,5)	(52,4)	(568,4)
Au 31 décembre 2018	6 765,3	18 847,7	12 889,9	7 685,9	4 613,7	2 163,1	2 714,2	55 679,9
Du 1^{er} Janvier 2019	6 765,3	18 847,7	12 889,9	7 685,9	4 613,7	2 163,1	2 714,2	55 679,9
Acquisitions	-	272,9	3 512,8	-	309,0	154,7	428,0	4 677,4
Cessions	(204,0)	(335,3)	(15,0)	(1 785,4)	-	-	-	(2 339,6)
Au 31 décembre 2019	6 561,3	18 785,4	16 387,8	5 900,5	4 922,7	2 317,8	3 142,2	58 017,7
DEPRECIATION CUMULEES								
Du 1^{er} Janvier 2017	-	3 733,6	8 699,0	-	3 411,2	1 128,9	1 754,9	18 727,6
Dotation de la période	-	715,1	764,9	-	206,0	151,6	253,2	2 090,9
Reprises des amortissements sur cessions	-	-	-	-	-	-	(45,9)	(45,9)
Au 31 décembre 2017	-	4 448,7	9 463,9	-	3 617,2	1 280,5	1 962,2	20 772,6
Du 1^{er} Janvier 2018	-	4 448,7	9 463,9	-	3 617,2	1 280,5	1 962,2	20 772,6
Dotation de la période	-	615,3	881,8	-	220,3	149,6	240,3	2 107,3
Reprise sur moins-values de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-
Reprises des amortissements sur cessions	-	(61,6)	-	-	-	(1,5)	(52,4)	(115,4)
Au 31 décembre 2018	-	5 002,5	10 345,7	-	3 837,5	1 428,6	2 150,1	22 764,4
Du 1^{er} Janvier 2019	-	5 002,5	10 345,7	-	3 837,5	1 428,6	2 150,1	22 764,4
Dotation de la période	-	650,3	1 407,7	-	251,7	154,7	252,6	2 717,0
Reprise sur moins-values de réévaluation	-	(248,1)	(13,2)	-	-	-	-	-
Reprises des amortissements sur cessions	-	5 404,7	11 740,3	-	4 089,2	1 583,3	2 402,7	25 220,2
Au 31 décembre 2019	-	5 002,5	10 345,7	-	3 837,5	1 428,6	2 150,1	22 764,4
VALEURS NETTES								
Au 31 décembre 2019	6 561,3	13 380,7	4 647,5	5 900,5	833,5	734,5	739,6	32 797,5
Au 31 décembre 2018	6 765,3	13 845,2	2 544,2	7 685,9	776,2	734,5	564,1	32 915,4
Au 31 Décembre 2017	7 000,0	12 739,6	1 612,5	3 215,4	545,8	819,5	514,2	26 447,0

2.7. Immobilisations incorporelles (chiffres en millions BIF)

Descriptions	Frais à répartir
VALEUR	
Du 1^{er} Janvier 2017	1 304,9
Acquisitions	20,0
Cessions	-
Au 31 Décembre 2017	1 423,1
Du 1^{er} Janvier 2018	1 423,1
Acquisitions	-
Cessions	-
Au 31 décembre 2018	1 423,1
Du 1^{er} Janvier 2019	1 423,1
Acquisitions	-
Cessions	-
Au 31 décembre 2019	1 423,1
DEPRECIATIONS CUMULEES	
Du 1^{er} Janvier 2017	
Amortissements Cumulés	632,5
Dotation de la période	126,8
Reprises des amortissements sur cessions	-
Au 31 décembre 2017	759,4
Du 1^{er} Janvier 2018	
Amortissements Cumulés	759,4
Dotation de la période	125,8
Reprises des amortissements sur cessions	-
Au 31 décembre 2018	885,2
Du 1^{er} Janvier 2019	
Amortissements Cumulés	885,2
Dotation de la période	125,8
Reprises des amortissements sur cessions	-
Au 31 décembre 2019	1011,0
VALEURS NETTES	
Au 31 décembre 2019	412,2
Au 31 décembre 2018	538,0
Au 31 Décembre 2017	663,8

2.8. Dettes avec les banques et assimilées (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Comptes ordinaires des banques au Burundi	4,5	6,6
Comptes ordinaires des établissements financiers au Burundi	2810,0	1 973,4
Comptes ordinaires des institutions de microfinance au Burundi	3825,0	3 096,2
Autres comptes créditeurs	2550,7	1 150,7
Autres comptes créditeurs	0,0	0,5
Autres comptes créditeurs	14112,0	0
Autres comptes créditeurs	239,9	0
Total	23 542,1	6 227,5

Les dettes avec les banques et assimilées ont connu une hausse de 278% soit 17 314,6 millions BIF comparativement à la même rubrique au 31 décembre 2018. Cette hausse est liée à l'accroissement des comptes ordinaires des établissements financiers au Burundi, des emprunts financiers et des emprunts et autres dettes respectivement de 836,6 millions BIF, 1400 millions BIF et 14 112 millions BIF; avec des accroissements en valeurs relatives respectives de 42%, 122% et 100% par rapport au 31 décembre 2018.

2.9. Dettes envers la clientèle (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs à payer	343 143,2	331 369,9
Chambre de compensation	1 614,0	1 924,5
Total	344 757,2	333 294,4

2.9.1. Comptes à vue et comptes créditeurs de la clientèle (chiffres en millions BIF)

Comptes à vue	226 261,3	249 495,3
Autres comptes à vue de la clientèle	1 420,0	629,2
Comptes d'épargne	51 650,3	45 849,3
Dépôts et comptes à terme	57 222,2	28 308,9
Dépôts de garantie reçus de la clientèle	5 073,3	6 813,1
Intérêts courus	1 516,1	274,1
Total	343 143,2	331 369,9

2.9.2. Valeurs à payer (clientèle) / (chiffres en millions BIF)

Valeurs à payer	1 501,7	1 924,5
Chambre de compensation	112,3	0,0
Total	1 614,0	1 924,5

Les dettes envers la clientèle ont connu une hausse de 3% soit 11 462,8 millions BIF en valeur absolue par rapport à fin décembre 2018. La hausse se situe au niveau du poste des comptes à vue et comptes créditeurs de la clientèle qui a augmenté de 4% soit 11 773,3 millions BIF en valeur absolue par rapport à fin décembre 2018.

2.10. Autres passifs (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Créditeurs divers	468,7	3 376,1
Comptes de régularisation	10 644,2	6 218,0
Total	11 112,9	9 594,2

2.10.1. Créditeurs divers (chiffres en millions BIF)

Sommes dues à l'Etat	351,9	361,5
Sommes dues aux organismes de prévoyance	54,7	51,2
Fournisseurs de biens et services	13,2	12,3
Divers autres créditeurs	48,9	2 951,2
Total	468,7	3 376,1

2.10.2. Comptes de régularisation (chiffres en millions BIF)

Charges à payer et produits constatés d'avance	10 044 597	4 722 138
Autres comptes de régularisation	599 598	1 495 891
Total	10 644 194	6 218 029

Comparativement au 31 décembre 2018, la rubrique « autres passifs » a augmenté de 16% soit 1 518,7 millions BIF en valeur absolue.

2.11. Provisions (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Provisions pour risque de crédit inscrites au passif	2 669,4	3 286,5
Provisions pour risques et charges (hors risque de crédit)	3 658,7	3 164,8
Total	6 328,1	6 451,3

Les provisions ont connu une baisse de 2%, soit -123,2 millions BIF en valeur absolue comparativement à fin décembre 2018.

2.12. Capitaux propres (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Capital	15 500,0	15 500,0
Réserves	30 671,9	22 754,1
Gains sur actifs disponibles à la vente	8 154,5	8 303,0
Résultat de l'exercice	17 017,6	12 178,0
Total	71 344,0	58 735,1

2.12.1. Réserves (chiffres en millions BIF)

Autres réserves	7 973,1	6 755,0
Diverses autres réserves	22 695,4	15 995,6
Résultat non distribué ou report à nouveau (crédeur ou débiteur en -)	3,3	3,4
Total	30 671,9	22 754,1

2.13. Intérêts et produits assimilés (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Produits sur opérations avec les banques et assimilées	13 063,9	6 797,4
Produits sur opérations avec la clientèle	24 899,6	24 062,4
Produits opérations sur instruments financiers	2 913,3	2 469,8
Total	40 876,8	33 329,6

2.13.1. Produits sur opérations avec les banques et assimilées (chiffres en millions BIF)

Intérêts sur comptes ordinaires des banques et assimilées	154,6	115,1
Intérêts sur valeurs reçues en pension prêts & autres comptes débiteurs	997,0	80,6
Commissions sur engagements de financement et de garantie	53,3	13,8
Intérêts sur titres de créances émis par les banques et assimilées	11 859,0	6 587,9
Total	13 063,9	6 797,4

2.13.2. Produits sur opérations avec la clientèle (chiffres en millions BIF)

Intérêts sur comptes débiteurs de la clientèle	5 822,1	7 120,3
Intérêts sur crédits de trésorerie	3 967,8	1 064,6
Intérêts sur crédits à l'équipement	4 890,1	4 054,9
Intérêts sur crédits à la consommation	8 503,2	8 990,1
Intérêts sur crédits immobiliers	1 128,2	1 215,8
Commissions sur engagements de financement et de garantie	588,3	1 616,6
Total	24 899,6	24 062,4

2.13.3. Produits sur opérations sur instruments financiers (chiffres en millions BIF)

Gains sur actifs financiers disponibles à la vente	47,3	6,4
Produits sur opérations de change	2 865,5	2 463,4
Autres produits sur opérations sur instruments financiers	0,5	0
Total	2 913,3	2 469,8

Les intérêts et produits assimilés ont connu une hausse de 7 547,2 millions BIF soit 23% en valeurs relatives par rapport au 31 décembre 2018. Cette hausse est relative à la hausse des produits sur opérations avec les banques et assimilées, des produits opérations sur instruments financiers et des produits sur opérations avec la clientèle respectivement avec une augmentation de 6 266,4 millions BIF, 443,5 millions BIF et 837,2 millions BIF soit un accroissement respectif de 92%, 18% et 3% en valeurs relatives en comparaison au 31 décembre 2018.

2.14. Intérêts et charges assimilés (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Charges sur opérations avec les banques et assimilées	280,2	1,3
Charges sur opérations avec la clientèle	5 293,4	3 824,8
Charges sur opérations sur instruments financiers	462,9	397,7
Total	6 036,6	4 223,9

2.14.1. Charges sur opérations avec les banques et assimilées (chiffres en millions BIF)

Intérêts sur comptes ordinaire de la Banque de la République du Burundi	0	1,3
Intérêts sur valeurs données en pension, emprunts et autres comptes créditeurs	280,2	-
Total	280,2	1,3

2.14.2. Charges sur opérations avec la clientèle (chiffres en millions BIF)

Intérêts sur comptes créditeurs de la clientèle	-	8,7
Intérêts sur comptes d'épargne	2 680,9	2 455,1
Intérêts sur dépôts à terme	2 602,6	1 352,1
Charges sur dettes représentées par un titre	9,9	8,9
Total	5 293,4	3 824,8

2.14.3. Charges sur opérations sur instruments financiers (chiffres en millions BIF)

Charges sur opérations de change	462,9	397,7
Total	462,9	397,7

Les intérêts et charges assimilés ont connu une hausse globale de 1 812,7 millions BIF, soit 43% par rapport au 31 décembre 2018. L'essentiel de l'augmentation se situe au niveau des charges sur opérations avec la clientèle, des charges sur opérations sur instruments financiers et des charges sur opérations avec les banques et assimilées à hauteur de 38%, 16% et 21 472% en valeurs relatives soit un montant de 1 468,6 millions BIF, 65,2 millions BIF et 278, 9 millions BIF en comparaison au 31 décembre 2018.

2.15. Commissions reçues (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Commissions sur fonctionnement de compte	2 706,8	2 561,6
Commissions sur moyens de paiement	4 163,6	1 696,7
Commissions de service sur crédits	1 187,4	93,8
Autres produits sur prestations de services	253,5	2 110,5
Total	8 311,2	6 462,5

Les commissions reçues ont connu une hausse de 1 848,7 millions BIF soit 29% comparativement à fin juin 2018. Il faut noter que les commissions sur moyens de paiement, les commissions de service sur crédits et les commissions sur fonctionnement de compte ont augmenté respectivement de 2 466,9 millions BIF, 1 093,6 millions BIF et 145,2 millions BIF soit une hausse respective de 145%, 1166% et 6% en valeurs relatives malgré une baisse des autres produits sur prestations de services de 88% soit -1 857,0 millions BIF comparativement au 31 décembre 2018.

2.16. Produits des autres activités (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Produits sur immeubles de placement	107,7	59,6
Divers autres produits accessoires	209,4	318,9
Total	317,1	378,5

2.17. Reprise provisions (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Reprises de dépréciations des créances	2 765,3	3 138,0
Récupérations sur créances amorties	2 171,3	2 593,4
Total	4 936,5	5 731,4

Les reprises sur provisions ont baissé de 794,9 millions BIF soit 14% en comparaison au 31 décembre 2018.

2.18. Charges générales d'exploitation (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Charges accessoires à l'activité bancaire	1 167,1	684,5
Charges de personnel	12 336,1	11 435,9
Impôts et taxes	4,6	26,6
Charges liées aux locaux	2 843,8	2 813,4
Honoraires et prestations externes	635,5	881,2
Autres charges externes	4 219,2	4 262,3
Autres charges d'exploitation	783,3	57,9
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 192,5	1 617,7
Total	24 182,2	21 779,7

Les charges générales d'exploitation ont augmenté de 2 402,5 millions BIF soit 11% par rapport au 31 décembre 2018.

2.19. Coût du risque (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Dotations pour dépréciations des créances	1 221,3	2 057,6
Pertes sur créances irrécupérables	2 331,4	2 113,4
Total	3 552,7	4 171,0

Cette rubrique a connu une baisse de 15% en valeur relative soit une diminution de 618,4 millions BIF par rapport au 31 décembre 2018. Le coût du risque recouvre la charge des dépréciations constituées au titre du risque de crédit inhérent à l'activité de la banque ainsi que des dépréciations éventuellement constituées en cas de risque de défaillance avéré de contreparties d'instruments financiers négociés de gré à gré.

2.20. Continuité d'exploitation de la Banque

Les états financiers ont été établis sur la base des principes comptables applicables à une entreprise en continuité d'exploitation. Cette base suppose que les fonds seront disponibles pour financer des opérations futures et que la réalisation des biens et le règlement des dettes, des obligations et des engagements aura lieu dans le cours normal des affaires. La capacité de l'entreprise de continuer son exploitation dépend de plusieurs facteurs. La plus importante est que les actionnaires continuent à se procurer des fonds pour les opérations en cours pour la société et pour aussi longtemps que nécessaire à la restauration de la solvabilité de l'entreprise.

2.21. Monnaie de rapportage

Les états financiers sont présentés en francs Burundi (BIF).

2.22. Commentaires sur le respect des dispositions légales et réglementaires.

La BCB possède les organes de Direction et de Décision. De prime abord, la Banque a un Conseil d'Administration, organe dirigeant dont les membres sont désignés par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Les réunions sont tenues au moins une fois le trimestre et sont sanctionnées par les procès-verbaux.

Lors de notre revue, nous avons constaté que les réunions statutaires sont régulièrement tenues.

La BCB a également mis en place des comités spécialisés notamment le Comité d'Audit et le Comité de Gestion des Risques comme l'exige la circulaire 21/18. Nous avons reçu les PV de ces comités.

Néanmoins, les 2 comités n'ont que des présidents a.i et n'ont pas jusqu'à ce jour, des règlements d'ordre intérieur (ROI) ou chartes définissant les mandats, leur portée ainsi que les procédures de travail propres à chaque comité comme l'exige l'article 24 de la circulaire N°21/2018 Alinéa 2.

Certains postes restent vacants notamment celui de l'Administrateur Indépendant qui n'a pas encore été désigné.

La BCB doit se doter, d'au moins de deux Administrateurs Indépendants selon la réglementation bancaire.

2.23. Le respect des normes et du plan comptable applicable aux établissements de crédit.

La BCB utilise le plan comptable bancaire en ce qui concerne le rapportage des états financiers à la Banque Centrale (Fichier Maître). Les rubriques comptables rapportées dans le système comptable de la banque sont calquées selon le modèle du plan comptable bancaire.

La Banque respecte dans l'ensemble les normes édictées par la Banque Centrale aux établissements de crédit. Néanmoins, il demeure certains aspects qui ne sont pas encore mis en application.

2.24. Commentaires sur la variation des capitaux propres

La BCB dispose, au 31 décembre 2019, des fonds propres de l'ordre de 71 344,0 millions BIF répartis en Capital social de 15 500 millions BIF, des réserves pour un total de 30 671,9 millions BIF. Le résultat au 31 décembre 2019 est de 17 017,6 millions BIF.

2.25. Commentaire sur l'évolution des flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont connu une augmentation de 18 513,8 millions BIF, les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement ont, quant à eux, augmenté de 15 543,4 millions BIF et les flux de trésorerie générés par les activités de financement ont connu une variation à la hausse de 1 804,8 millions BIF par rapport à fin 2018.

2.26. Commentaires sur la qualité des actifs

En analysant la structure des actifs de la BCB au 31/12/2019, nous remarquons que sur un total de bilan de 460 753,8 millions BIF, les crédits s'élèvent à 174 938,8 millions BIF (soit 38%).

Les créances impayées sont passées de 8 085,3 millions BIF au 31/12/2018 à 9 607,7 millions BIF au 31/12/2019, soit une hausse de 19%. Les provisions pour créances impayées sont passées de 7 995,7 millions BIF au 31/12/2018 à 7 074,1 millions BIF au 31/12/2019, soit une baisse de 12%.

Les opérations de trésorerie (Caisses, BRB, bons et certificats de trésor, banques et institutions financières) s'élèvent à 235 635,1 millions BIF (soit 51%), les immobilisations s'élèvent à 33 209,6 millions BIF (soit 7%) et les autres actifs (y compris les actifs d'impôt) représentent 16 970,2 millions BIF (soit 4%).

ANNEXE 3: ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (chiffres en millions BIF)

	Capital	Réserve légale	Autres Réserves	Gains latents	Total Réserves	Résultats cumulés	Total
Au 1er Janvier 2018	15 500,0	5 745,0	12 968,7	8 467,7	18 713,7	10 105,4	52 786,8
Affectation du résultat 2017	-	1 010,0	3 030,4	-	4 040,4	(-4 040,4)	-
Dividendes et tantièmes	-	-	-	-	-	(-6 065,0)	(-6 065,0)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	12 178,0	12 178,0
Gains latents sur actifs disponibles à la vente	-	-	-	(-164,7)	-	-	(-164,7)
Au 31 décembre 2018	15 500,0	6 755,0	15 999,1	8 303,0	22 754,1	12 178,0	58 735,1
Au 1er Janvier 2019	15 500,0	6 755,0	15 999,1	8 303,0	22 754,1	12 178,0	58 735,1
Affectation du résultat 2018	-	1 218,1	6 699,7	-	7 917,9	(-7 917,9)	-
Dividendes et tantièmes	-	-	-	-	-	(-4 260,2)	(-4 260,2)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	17 017,6	17 017,6
Gains latents sur actifs disponibles à la vente	-	-	-	148,5	-	-	(-148,5)
Au 31 décembre 2019	15 500,0	7 973,1	22 698,8	8 154,5	30 671,9	17 017,6	71 344,0

ANNEXE 4: ETAT DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2019 (chiffres en millions BIF)

	31/12/2019	31/12/2018
Flux de trésorerie des activités opérationnelles		
Résultat avant impôt	20 955,2	15 932,4
Ajustement		
Variation en capitaux propres et réserves autres que bénéfice de l'exercice	148,5	164,7
Dotations aux amortissements	2 842,8	2 233,1
Variation des dépréciations et provisions	(-123,2)	768,0
Gain sur cession d'actif	(-407,3)	(-336,4)
Autres variations	(-150,6)	(-108,4)
Variation impôt différé	-	(-277,5)
	23 265,0	18 375,8
Variation des crédits à la clientèle	(-20 206,2)	(-24 880,5)
Variation des autres actifs	3 909,6	(-2 308,8)
Variation des dépôts de la clientèle	11 462,8	24 317,7
Variation des Dettes avec les banques et assimilées	17 314,6	393,2
Variation des autres passifs	1 697,6	2 849,0
Impôt sur le résultat	(-3 937,6)	(-3 754,3)
Flux de variation nette des actifs et passifs d'exploitation	10 240,8	(-3 383,8)
Impôt sur les bénéfices payés		
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles	33 505,8	14 992,0
Flux de trésorerie des activités d'investissement		
Variation Actifs financiers	(-33 222,8)	(-42 333,7)
Variation passifs financiers	(-50,0)	(-360,0)
Acquisition d'immobilisations	(-4 677,4)	(-9 028,6)
Cession d'immobilisation	2 339,6	568,4
Flux de trésorerie des activités d'investissement	(-35 610,6)	(-51 154,0)
Augmentation du capital		
Distribution des dividendes	(-4 260,2)	(-6 065,0)
Augmentation des réserves		
Flux de trésorerie des activités de financement	(-4 260,2)	(-6 065,0)
Augm./dimin. nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(-6 365,0)	(-42 227,0)
Trésorerie et équivalent de trésorerie au début de l'année	78 505,4	120 732,4
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin de l'année	72 140,5	78 505,4

Réseau de la BCB au 30 juin 2019 / BCB network as of 30 June 2019

Siège / Head Office

Mairie de Bujumbura – 5, Boulevard Patrice Emery Lumumba – BP 300 – Bujumbura – BURUNDI
Tél.: (257) 22 20 11 11 – Swift : BCRBBIBI – @ : <info@bcb.bi> – www.bcb.bi

Centre d’Affaires / Business Centre

Siège Social – 1^{er} étage – Mairie de Bujumbura – 5, Boulevard Patrice Emery Lumumba – BP 300
Bujumbura - BURUNDI – Tél.: (257) 22 20 11 73 – @ : <info@bcb.bi>

Agences et Guichets de Bujumbura / Bujumbura Branches and Counters

AGENCE CENTRALE

Mairie de Bujumbura
5, Boulevard Patrice Lumumba
BP 300 – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 10 65

AMITIÉ

Avenue de l’Amitié – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 45

BUYENZI

Avenue de la Santé – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 55

CENTENAIRE

Boulevard de l’Uprona – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 51

KIGOBE

Boulevard du 28 Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 77

AGENCE DU 1^{er} JUILLET

Avenue OUA– Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 12 60

KINANIRA

Boulevard Mwezi Gisabo – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 57

ORÉE DU GOLF

Boulevard du 1^{er} Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 12

PLACE DE L’INDÉPENDANCE

Place de l’Indépendance – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 44

AGENCE DE KAMENGE

Boulevard Mwambutsa – Bujumbura
Tél. : (257) 22 20 12 10

GUICHET DE LA BRARUDI¹

Boulevard du 1er Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 24 67 25

GUICHET DU PORT DE BUJUMBURA¹

Boulevard du Port – Bujumbura
Tél.:(257) 22 24 11 49

GUICHET SEP¹

Boulevard du 1^{er} Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 69

GUICHET PNUD¹

Avenue des Patriotes
Tél.:(257) 22 20 11 81

GUICHET UNICEF¹

Avenue Gitega -Kabondo Ouest
Tél.:(257) 22 20 12 22

GUICHET DE LA CHAUSSÉE

P.L. RWAGASORE¹
Chaussée P.L. Rwagasore – Bujumbura Tél. :
(257) 22 20 11 04

GUICHET DE LA PAFE²

Boulevard Mwambutsa – Bujumbura
Tél. : (257) 22 20 12 59

¹ Rattachés à l’Agence Centrale

² Rattaché à l’Agence Kigobe

Agences et Guichets des Provinces / Branches and Counters in Provinces

GITEGA

Province de Gitega – Avenue du Triomphe
BP 158 – Gitega
Tél.: (257) 22 20 12 47

KARUSI

Province de Karusi – Karusi
Tél.: (257) 22 20 12 35

KAYANZA

Province de Kayanza – Route Nationale 1
BP 4 – Kayanza
Tél.: (257) 22 20 12 13

KIRUNDO

Province de Kirundo – Place du Marché
BP 39 – Kirundo
Tél.: (257) 22 20 12 27

MAKAMBA

Province de Makamba – Makamba
Tél.: (257) 22 20 12 36

MUYINGA

Province de Muyinga – Route Nationale 6
BP 44 – Muyinga
Tél. : (257) 22 20 12 21

NGOZI

Province de Ngozi – Route Nationale 6
BP 43 – Ngozi
Tél.: (257) 22 20 12 33

NYANZA-LAC

Province de Makamba – Route Nationale 3
Nyanza-Lac – Tél.: (257) 22 20 12 03

RUGOMBO

Province de Cibitoke – Route Nationale 5
Rugombo - Tél.: (257) 22 20 11 60

RUMONGE

Province de Rumonge – Route Nationale 3
BP 19 – Rumonge – Tél.: (257) 22 20 12 05

RUTANA

Province de Rutana – Rutana
Tél.: (257) 22 20 11 86

RUYIGI

Province de Ruyigi – Ruyigi
Tél.: (257) 22 20 12 09

GUICHET DE GIHOFI³

Province de Rutana
Gihofi – Tél.: (257) 22 50 70 15

³Rattaché à l’Agence de Rutana